



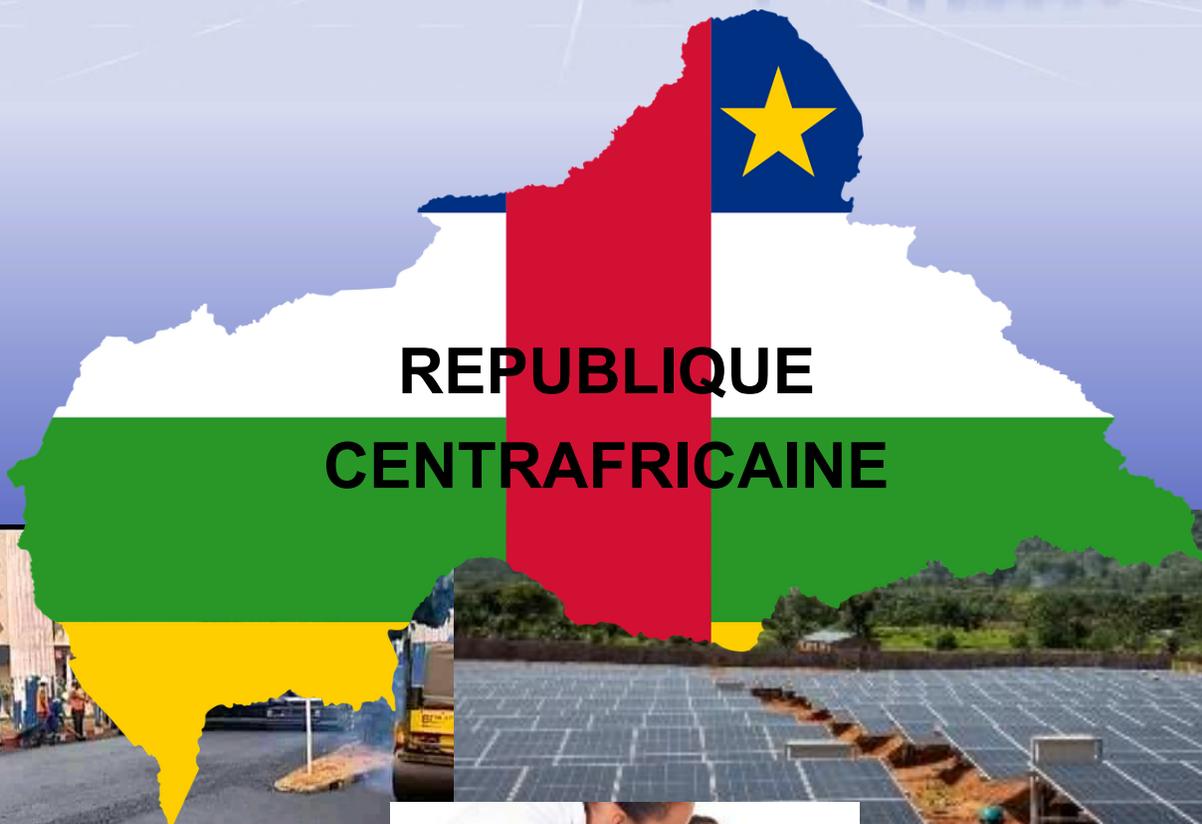
MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



**DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA DETTE
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT**

**RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
DE L'ANNEE 2024**



**REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE**



SOMMAIRE

<u>MOTS DU MINISTRE CHARGÉ DES FINANCES ET DU BUDGET</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>SIGLES ET ABBREVIATIONS</u>	4
<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	5
<u>LISTE DES GRAPHIQUES</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>LISTE DES GRAPHIQUES</u>	6
<u>AVANT-PROPOS</u>	7
<u>EVOLUTION DES CHIFFRES CLES DE LA DETTE</u>	8
<u>CHIFFRES CLES DE LA DETTE PUBLIQUE (2024)</u>	9
<u>SYNTHESE DES FAITS MARQUANTS DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024</u>	11
<u>INTRODUCTION</u>	12
<u>I-ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET LES FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024</u>	14
<u>II- LES OPERATIONS D'EMPRUNTS</u>	20
<u>III-STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE</u>	25
<u>IV. DETTES DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS</u>	34
<u>V- INDICATEURS DE COUTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE DETTE PUBLIQUE</u>	39
<u>CONCLUSION</u>	46
<u>GLOSSAIRE</u>	46
<u>ANNEXES</u>	46

Mots du Ministre chargé des Finances et du Budget

C'est avec un engagement constant envers la transparence et la bonne gouvernance que je présente ce rapport sur la gestion de la dette publique de la République Centrafricaine pour l'exercice 2024, élaboré par la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État (DDPE).

En effet, l'année 2024 s'est déroulée dans un environnement économique mondial complexe, caractérisé par de fortes incertitudes et des tensions géopolitiques.

Face à ces défis, le Gouvernement a intensifié ses efforts à travers de multiples réformes pour consolider les finances publiques et ancrer une gestion transparente de la dette publique.

Cette démarche traduit notre conviction et responsabilité historiques : celle de ne pas compromettre l'avenir des générations futures par une gestion imprudente de nos engagements financiers. Éviter un endettement excessif, c'est préserver l'avenir du futur en garantissant une fiscalité maîtrisée et des services publics de qualité.

La publication régulière de ce rapport témoigne notre volonté d'assurer la transparence et de fournir à l'ensemble des citoyens, ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers, une information complète, fiable et accessible sur le niveau, la composition, le profil et la soutenabilité de la dette publique de l'État.

Je tiens à saluer l'engagement et le professionnalisme de toutes les parties prenantes qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport. J'ai bon espoir que ce document contribuera à nourrir un dialogue constructif entre les différents acteurs, en vue d'une gestion plus responsable et transparente de notre dette publique, au service du développement économique et social de la République Centrafricaine.



Hervé NDOBA

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BARC	Bureau d'Affrètement Routier Centrafricain
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BTA	Bons de Trésor Assimilables
BTA26	Bons de Trésor Assimilables 26 semaines
BTA52	Bons de Trésor Assimilables 52 semaines
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire en Afrique Centrale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CTD	Commission Technique de la Dette
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIC	Etablissement Public Industriel et Commercial
EUR	Euro
FMI	Fonds Monétaire International
FAD	Fonds Africain de Développement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSD	Fonds Saoudien de Développement
IDA	Association International de Développement
KWD	Dinar Koweïtien
OFID	Fonds de l'OEPEP pour le Développement International
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
ONM	Office National du Matériel
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariat Public Privé
RCA	République Centrafricaine
SAR	Riyal Saoudien
SOCATEL	Société Centrafricaine de Télécommunication
SODECA	Société de Distribution d'Eau en Centrafrique
SVT	Spécialiste en Valeurs du Trésor
USD	Dollar Américain



Liste des Tableaux

Tableau 1: **Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur d'activités**..... Erreur ! Signet non défini.

Tableau 2: Point des émissions de Bons et Obligations du Trésor en 2024 (en milliards FCFA) **Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 3 : **Evolution des tirages sur emprunts**..... Erreur ! Signet non défini.

Tableau 4 : **Evolution du service de la dette (en milliards FCFA)**.... Erreur ! Signet non défini.

Tableau 5: **Evolution des règlements du service de la dette publique entre 2022 et 2024** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 6 : **Encours de la dette à fin 2024** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 7: **Evolution de l'encours (en milliards FCFA)** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 8 : **Situation des arriérés**..... Erreur ! Signet non défini.

Tableau 11: **Evolution du stock de la dette publique par devise (en % du total)** . Erreur ! Signet non défini.

Tableau 12: **Structure de la dette intérieure par créancier** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 13 : **Situation des contributions (en milliards FCFA)** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 14 : **Dettes des Entreprises Publiques** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 15 : **Dettes des Etablissements Publics** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 16: **Evolution des résultats des Sociétés (en milliards FCFA)** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 17: **Situation des dividendes** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 18: **Situation des dettes croisées**..... Erreur ! Signet non défini.

Tableau 19: **situation des dettes des entreprises à l'égard des organismes sociaux** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 20: **Dettes de la Mairie de Bangui (en milliards FCFA)** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 21: **Dettes des partenaires** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 22: **Composition du portefeuille par devises** Erreur ! Signet non défini.

Tableau 23: **Coûts et risques du portefeuille à fin 2024**..... Erreur ! Signet non défini.

Tableau 24: **Evolution des ratios de solvabilité**..... Erreur ! Signet non défini.

Tableau 25 : **Récapitulatifs des formations et recyclage par thématique**..... Erreur ! Signet non défini.

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition des tirages sur emprunts extérieurs par créanciers	21
Graphique 2: Répartition du montant levé par instrument.....	23
Graphique 3: répartition des tirages sur emprunts par nature au 31 décembre 2024.....	24
Graphique 4 : Encours et arriérés	28
Graphique 5 : Evolution de l'encours	28
Graphique 6 : Composition du volume des arriérés	30
Graphique 7 : Evolution des arriérés	30
Graphique 8: Structure de la dette extérieure	32
Graphique 9 : Structure des dettes des Entreprises publiques	36
Graphique 10: Evolution des résultats des Sociétés en milliards FCFA	37
Graphique 11 : Profil de remboursement de la dette	40
Graphique 12: Evolution du taux d'endettement public sur la période (2022-2024).....	42
Graphique 13: Evolution des ratios de solvabilité	44

AVANT-PROPOS

La dette publique est l'ensemble des engagements financiers de l'Etat, ses collectivités publiques et ses organismes pris sous forme d'emprunts à une date déterminée. Elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par l'Etat. Certains engagements de la dette sont directement signés par l'Etat, qui sont des dettes directes, tandis que d'autres sont seulement garanties par l'Etat et sont dites indirectes.

L'insuffisance des recettes publiques à financer l'ensemble des dépenses publiques justifie le recours aux emprunts pour combler le solde budgétaire -déficitaire : d'où l'existence de la dette publique. Celle-ci est composée de la dette extérieure et de la dette intérieure. La dette extérieure est contractée auprès des non-résidents et est, dans la plupart des cas, exprimée en devises tandis que la dette intérieure est contractée auprès des résidents, exprimée en monnaie locale.

La dette occupe une place privilégiée dans les finances publiques d'un pays. Sa gestion est l'anticipation des risques auxquels peuvent s'exposer les finances publiques à une période donnée et l'orientation des ressources empruntées vers les projets de développement structurants.

La gestion rationnelle de la dette publique est le fait d'une meilleure stratégie d'endettement public. C'est dans cette perspective que l'une des missions principales assignées à la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) consiste à analyser la situation périodique de la dette publique afin d'en tirer les enseignements qui s'imposent.

EVOLUTION DES CHIFFRES CLES DE LA DETTE

Indicateurs	2022	2023	2024
1- Stock de la dette (en milliard de FCFA)			
Dette publique	768,59	900,97	997,33
<i>Dette extérieure</i>	322,26	342,28	349,82
<i>Dette intérieure</i>	446,33	558,69	647,51
2-Taux d'endettement (en pourcentage du PIB)			
Dette publique (stock)	50,17	56,50	58,60
<i>Dette extérieure</i>	21,04	21,50	20,50
<i>Dette intérieure</i>	29,13	35,00	38,00
3-Evolution des ratios de solvabilité (en pourcentage)			
Service de la dette (en % des recettes publiques) <= 20%	13,04	25,35	33,15
<i>Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%</i>	25,17	43,83	53,82
<i>Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation</i>	0	N/D	N/D
4-Risques liées au portefeuille de la Dette (en pourcentage)			
<i>Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change</i>	40,46	38,00	35,70
5-Structure de la dette Publique			
Dette extérieure par catégorie de bailleurs (en pourcentage)			
Multilatéraux	57,58	29,84	32,00
Bilatéraux	42,42	70,16	68,00
Part de la dette publique par résidence (en pourcentage)			
Dette extérieure	41,93	37,99	35,00
Dette intérieure	58,07	62,01	65,00
Structure en devise (en pourcentage)			
\$US	18,88	50,66	50,72
DTS	13,40	20,78	27,38
CNY	1,35	1,52	3,14
EURO	1,11	1,28	2,38
Autres	65,27	55,11	16,37
PIB (en Milliards de FCFA)	1532,00	1 594,80	1702,3

CHIFFRES CLES DE LA DETTE PUBLIQUE (2024)

Décaissements sur emprunt	<p><i>Extérieur: 7,4 Milliards FCFA</i></p> <p><i>Intérieur: 14,81 Milliards FCFA</i></p>
Emission des Titres Publics	<p><i>OTA: 151,26 Milliards FCFA</i></p> <p><i>BTA: 19,31 Milliards FCFA</i></p>
Encours de la Dette publique	<p><i>Extérieur: 195,2 Milliards FCFA</i></p> <p><i>Intérieur: 625,8 Milliards FCFA</i></p>
Règlements	<p><i>Principal: 63,79 Milliards FCFA</i></p> <p><i>Intérêt: 20,66 Milliards FCFA</i></p>
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette publique	<p><i>Extérieur: 0,6 %</i></p> <p><i>Intérieur: 3,8 %</i></p>
Durée Moyenne d'échéance du portefeuille de la dette publique	<p><i>Extérieur: 11,9 ans</i></p> <p><i>Intérieur: 5,1 ans</i></p>
Taux d'endettement en % PIB	<p><i>Extérieur: 20,5</i></p> <p><i>Intérieur: 38</i></p>
PIB	<p><i>1 702,3</i></p>



SYNTHESE DES FAITS MARQUANTS DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024

- **Notation financière de la RCA en monnaie locale par l'agence Bloomfield Investment Corporation avec la note BB+ à long terme et B à court terme avec des perspectives stables**
- **Levée sur le marché financier d'un montant de 50 milliards FCFA par la technique de syndication domestique**
- **Rencontre avec les SVT et investisseurs de la CEMAC à Douala**

Deuxième session du Comité National de la Dette Publique

**Première session
du Comité National de la Dette
Publique**

**Levée sur le marché financier d'un montant de 50
milliards FCFA par la technique de syndication
domestique**



**Elaboration du manuel de procédures de gestion de la dette
publique en Centrafrique**

- **Levée d'un montant de 20 milliards FCFA par la technique de syndication domestique sur le marché des Valeurs du Trésor**
- **Validation de la première Stratégie de la Dette à Moyen Terme 2025-2027**



INTRODUCTION

La gestion de la dette vise à combler le besoin de trésorerie, financer le déficit du budget à moindre coût possible, gérer les risques du portefeuille, développer le marché des Titres Publics et assurer le financement des projets de développement.

Dans l'optique de se conformer aux bonnes pratiques internationales en termes de transparence et d'une bonne gestion de la dette publique, un rapport de gestion est produit chaque année mettant en lumière un compte rendu détaillé des opérations d'emprunt et de gestion de la dette de l'administration centrale entre autres les décaissements effectués tant sur le marché domestique qu'auprès des créanciers extérieurs ainsi que les règlements du service de la dette. Ce rapport présente également une analyse de l'évolution du portefeuille de la dette et celle des indicateurs de coûts et risques.

La gestion de la dette publique à fin 2024 totalise un décaissement de 192,8 milliards FCFA contre 168,77 milliards FCFA en 2023 et 112,80 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 14,24% entre 2023 et 2024. La grande partie de mobilisation des ressources provient du marché des Titres Publics pour un montant de 170,57 milliards FCFA, suivi de l'encaissement de la Facilité Elargie de Crédit du FMI d'un montant de 14,81 milliards FCFA, du FAD 3,49 milliards FCFA, de l'Arabie Saoudite 2,44 milliards FCFA et du FIDA 1,52 milliards FCFA.

A fin 2024, les règlements du service de la dette totalisent un montant de 84,45 milliards FCFA contre 56,64 milliards FCFA en 2023 soit une progression de 56,16%, due aux opérations de (i) rachat des Bons et Obligations du Trésor Assimilables (OTA/BTA) pour un montant de 51,7 milliards FCFA ; (ii) prêts du Fonds Monétaire International (Facilité Elargie de Crédit) et (iii) des emprunts consolidés de la BEAC, des arriérés et autres. Par ailleurs, les règlements ont connu un taux d'exécution de 99,32% du service prévisionnel qui est de 85,03 milliards FCFA. Rappelons qu'en 2022, les règlements étaient de 31,70 milliards FCFA.

Le stock de la dette est passé de 768,59 milliards FCFA en 2022 à 900,97 milliards FCFA en 2023 pour s'établir à 997,33 milliards FCFA en 2024, soit une progression de 10,70% entre 2023-2024. Cette augmentation s'explique par le recours intensif au marché des Titres Publics ainsi que de nouveaux décaissements. La dette extérieure s'établit à 349,82 milliards FCFA, tandis que la dette intérieure passe à 647,51 milliards FCFA à fin 2024.

Le taux d'endettement est passé de 50,17% en 2022 à 56,46% en 2023 puis remonte à 58,60% en 2024, soit une hausse de 3,8% entre 2023-2024. Ce taux est en dessous de la limite communautaire qui est de 70%.

Ce rapport de gestion s'articule autour des principaux points suivants : (i) les faits marquants de la gestion de la dette publique en 2024 ; (ii) l'évolution et la structure du portefeuille de la dette publique ; (iii) dettes des Entreprises et Etablissements publics et, (v) l'analyse des indicateurs de viabilité et de risque



**I- ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET
LES FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE
LA DETTE PUBLIQUE EN 2024**

I.1. Environnement économique et financier international

Conjoncture mondiale

Selon les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale montre des signes d'amélioration modérée. La croissance du PIB mondial est estimée à 3,3 % en 2025 et devrait se maintenir à ce niveau en 2026, contre 3,2 % en 2024 et 3,3 % en 2023. Cette dynamique repose sur la résilience des grandes économies, une désinflation progressive et un redressement partiel du commerce international.

Commerce international

Le volume des échanges commerciaux devrait croître de 3,2 % en 2025, après une hausse de 3,4 % en 2024 et de 0,7 % en 2023. Toutefois, cette dynamique pourrait être menacée par des incertitudes géopolitiques et des ajustements potentiels de la politique commerciale américaine, notamment une hausse des droits de douane.

Inflation mondiale

La désinflation mondiale se poursuit. Le taux d'inflation global devrait baisser de 5,7 % en 2024 à 4,2 % en 2025, avant d'atteindre 3,5 % en 2026, après avoir culminé à 6,7 % en 2023. Cette évolution reflète le recul des prix de l'énergie et une stabilisation progressive des chaînes d'approvisionnement.

Marchés de matières premières

L'Indice Composite des Cours des Produits de Base (ICCPB) exportés par la CEMAC a enregistré une hausse de 4,4 % en glissement trimestriel au 4^e trimestre 2024, après un recul de 9,5 % au trimestre précédent. Cette performance a été soutenue par la progression des produits non énergétiques (+10,6 %), qui a compensé la baisse des produits énergétiques (-4,1 %).

Politiques monétaires

La normalisation des politiques monétaires se poursuit, mais à des rythmes différenciés selon les zones économiques :

- **Japon** : La Banque du Japon a relevé son taux directeur de 25 points de base à 0,50 %, tout en maintenant des conditions financières accommodantes, en raison de la progression des salaires et de l'objectif de stabilité des prix à 2 %.
- **États-Unis** : La Réserve fédérale a maintenu sa fourchette cible à 4,25 %-4,50 %, soulignant la robustesse du marché du travail et la modération de l'inflation.
- **Royaume-Uni** : La Banque d'Angleterre a réduit son taux directeur à 4,50 %, dans un contexte de ralentissement économique et de recul de l'inflation.
- **Afrique du Sud** : La South African Reserve Bank a abaissé son taux directeur à 7,50 %, en réponse à une modération de l'inflation.

I.2. Environnement économique et financier de la zone CEMAC

Croissance économique

L'économie de la zone CEMAC a poursuivi sa dynamique de reprise. L'Indice Composite des Activités Économiques (ICAE) a augmenté de 10,6 % au 4^e trimestre 2024, contre 8,5 % au trimestre précédent. Cette performance est attribuable aux industries extractives (hydrocarbures, manganèse), à l'agriculture de rente (cacao, coton), au secteur du BTP, au commerce et aux services.

Inflation

L'inflation, bien que toujours supérieure au seuil communautaire, a poursuivi son repli, atteignant 4,1 % en moyenne annuelle en décembre 2024, contre 5,6 % un an plus tôt. En glissement annuel, elle est passée à 4,4 %, soutenue par la baisse de l'inflation sous-jacente (2,6 % en moyenne annuelle).

Réserves de change et stabilité monétaire

Les réserves de change de la BEAC ont progressé de 9,2 % sur un an, atteignant 7 515 milliards FCFA au 31 janvier 2025. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est renforcé à 74,9 %, contre 71,9 % fin 2023, traduisant une amélioration de la position extérieure de la région.

Système bancaire

La trésorerie nette des banques a atteint 8 245 milliards FCFA fin 2024 (+10,2 %), représentant 33 % du total du bilan. Toutefois, la qualité du portefeuille s'est légèrement détériorée, le taux de créances en souffrance étant passé de 16,0 % à 16,2 %.

Marché monétaire

Des évolutions contrastées ont été observées :

- Les avances de la BEAC ont baissé de 4,3 % entre octobre 2024
- Les opérations interbancaires ont augmenté à 669,5 milliards FCFA.
- Le TTM à 7 jours a légèrement baissé pour les opérations en blanc (6,13 %) et augmenté pour les pensions livrées (6,28 %).

Conditions de crédit

Le taux effectif global moyen des crédits est resté stable à 9,66 % au 3^e trimestre 2024. Le taux nominal moyen a légèrement reculé à 6,95 %, contre 7,08 % au trimestre précédent.

Marché financier

Les marchés boursiers de la sous-région ont connu une évolution positive, avec une hausse de la capitalisation et des volumes d'échange, confirmant le regain d'intérêt pour les actifs financiers de la zone.

Politique monétaire

Dans un contexte de stabilité externe retrouvée et de baisse de l'inflation, la BEAC envisage un assouplissement monétaire à moyen terme, avec une baisse de 50 points de base du TIAO (à 4,50 %). Les autres taux directeurs seraient maintenus ou ajustés de manière ciblée pour soutenir la croissance tout en préservant la stabilité des prix.

I.3. Environnement macroéconomique national

Conjoncture 2024

L'économie centrafricaine a connu une amélioration modérée en 2024, soutenue par :

- l'amélioration sécuritaire,
- la reprise des appuis budgétaires,
- la poursuite des réformes dans le cadre du programme FEC du FMI.

Les principaux indicateurs macroéconomiques sont les suivants :

- Croissance du PIB réel : 1,9 % (contre 1,0 % en 2023)
- Inflation : 1,3 % (contre un seuil de la CEMAC qui est de 3,0 %)
- Déficit budgétaire : -12,2 % du PIB (contre -9,8 %)
- Déficit courant : -2,7 % du PIB (contre -2,2 %)
- Croissance de la masse monétaire : +13,5 %

Perspectives 2025–2028

Malgré un contexte incertain (tensions géopolitiques, suspension de l'USAID, échéances électorales), la croissance devrait s'élever à 2,9 % en 2025, portée par :

- la normalisation sécuritaire,
- les réformes économiques en cours,
- les projets d'infrastructures (Corridor 13, levée des sanctions sur le diamant),
- l'amélioration énergétique.

L'inflation devrait rester maîtrisée à 2,6 %, sous le seuil communautaire de 3 %. À moyen terme (2026–2028), la croissance devrait atteindre 3,5 %, tirée par la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND).

Gestion de la dette publique

La gestion de la dette en 2024 s'est inscrite dans le cadre du programme avec le FMI. Deux revues ont été validées avec succès, permettant le décaissement de 14,81 milliards FCFA. Le pays a respecté les deux principaux critères :

- Quantitatif : plafond de financement extérieur à 20 milliards FCFA et interdiction de contracter de la dette non concessionnelle ;
- Qualitatif : création du Comité National de la Dette Publique (CNDP) et engagement pour la viabilité de la dette.

1.1- LES FAITS MARQUANTS DE GESTION DE LA DETTE

La gestion de la dette publique en 2024 a été caractérisée par plusieurs évènements positifs dont:

1.2.1- Sessions du Comité National de la Dette Publique

Deux sessions du Comité National de la Dette Publique se sont tenues aux mois de mars et novembre 2024. Durant ces sessions il était question d'analyser les demandes d'octroi de garantie adressées à l'Etat Centrafricain par certaines sociétés d'investissement, l'examen et l'adoption du programme d'activités ainsi que du budget du CNDP au titre de l'exercice budgétaire 2024 et la validation du rapport de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme 2025-2027.

1.2.2- Première notation financière en monnaie locale de la République Centrafricaine

La République Centrafricaine a connu en 2024 sa première notation financière en monnaie locale, par l'agence Bloomfield Investment Corporation. Le pays a obtenu la note B à court terme avec une perspective stable, ainsi que BB+ à long terme, également avec une perspective stable. Cette évaluation marque une étape importante dans le renforcement de la crédibilité de l'État sur les marchés financiers. Toutefois, son impact concret sur les opérations de refinancement des banques auprès de la BEAC n'est pas encore perceptible.

1.2.3. Opérations par la technique de syndication domestique

Le Trésor Public centrafricain a réalisé avec succès trois opérations de syndication domestique ayant abouti à la mobilisation de 120 milliards FCFA sur le marché des Valeurs du Trésor de la CEMAC.

1.2.4. Rencontre avec les SVT et investisseurs de la CEMAC

Dans le but de renforcer l'attractivité du marché des Valeurs du Trésor centrafricain, le Ministère des Finances et du Budget a organisé un road-show¹ avec les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) et les investisseurs de la zone CEMAC, le 9 avril 2024 à Douala. Par ailleurs, conformément au calendrier annuel des réunions du cadre permanent de concertation, des réunions ont également été tenues à Bangui, réunissant les SVT, la BEAC et le MFB. Ces échanges ont permis d'aborder les problématiques liées à la rationalisation des interventions du Trésor Public centrafricain sur le marché sous-régional des Titres Publics.

1.2.5. Élaboration d'un manuel de procédures pour une meilleure gestion de la dette

Avec l'appui technique d'AFRITAC Centre, la République Centrafricaine a élaboré son manuel de procédures de gestion de la dette afin d'instaurer une gestion plus rigoureuse, transparente et efficace de la dette publique.

2.2.6. Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (2025–2027)

Le document de Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme 2025–2027 a été finalisé et publié en décembre 2024. Ce document a été élaboré avec le soutien technique d'AFRITAC Centre et du cabinet GSA, et constitue un outil stratégique pour l'orientation et la planification de la politique d'endettement de l'État.

2.2.7. Versement des dividendes

Le suivi des participations de l'État, assuré par la DDPE a permis le versement de dividendes d'un montant de 3,96 milliards FCFA sur le compte du Trésor public à fin décembre 2024.

¹ Campagne de sensibilisation

2.2.8. Accord de partenariat avec la Facilité Africaine de Soutien Juridique (ALSF)

Signature d'un accord de partenariat avec la Facilité Africaine de Soutien Juridique (ALSF) le 20 novembre 2023 pour une assistance technique dans le domaine de gestion des finances publiques notamment celle de la dette publique.



II- LES OPERATIONS D'EMPRUNTS

Les opérations d'emprunts concernent les accords de prêt signés et les tirages (décaissements) avec les créanciers extérieurs et intérieurs au titre de l'année 2024.

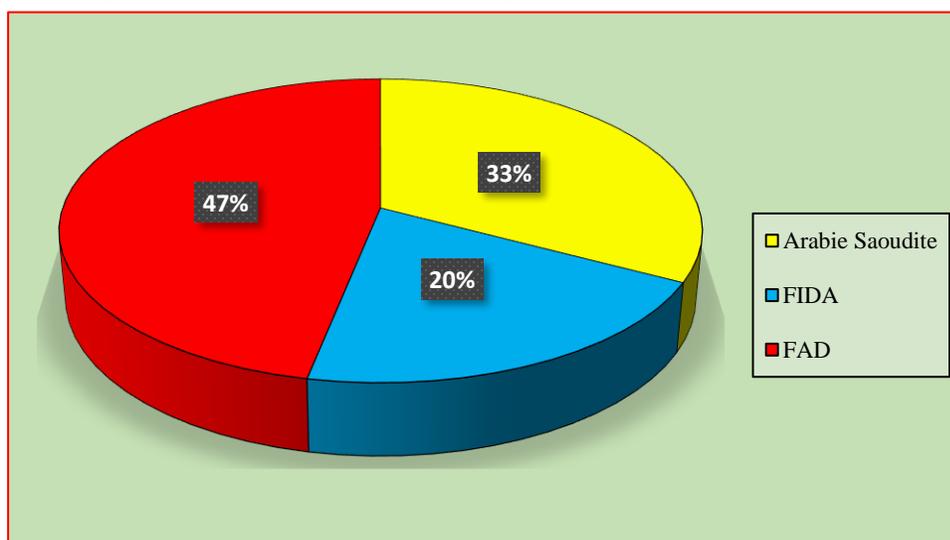
2.1- Nouveaux emprunts extérieurs

Au titre de l'exercice budgétaire 2024, aucun nouvel emprunt extérieur n'a été contracté ni d'accord de restructuration de la dette.

2.2- Décaissements sur emprunts extérieurs

Les décaissements effectués en 2024 s'élèvent à 22, 26 milliards FCFA contre 46, 11 milliards FCFA en 2023 soit une régression de 51, 72%. Les décaissements extérieurs s'élèvent à 7, 45 milliards FCFA représentant 33, 46% du total des tirages. Les tirages extérieurs proviennent des créanciers suivants : l'Arabie Saoudite : 2,44 milliards FCFA, du FIDA : 1,52 milliards FCFA, du FAD : 3,49 milliards FCFA.

Graphique 1: répartition des tirages sur emprunts extérieurs par créanciers



Source: DDPE

Les décaissements extérieurs effectués en 2024 ont été au bénéfice des projets indiqués dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1: Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur d'activités

N°	Créanciers	Montant (milliards FCFA)	Secteurs économiques des prêts
1	Arabie Saoudite	2,44	Réhabilitation route aéroport Bangui M'poko/éclairage voie publique
2	FIDA	1,52	Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes (PREPAS)/Projet de renforcement de la productivité et l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans la savane (PRAPAM)
3	FAD	3,49	Appui budgétaire

Source: DDPE

2.3- nouveaux emprunts intérieurs

Les nouveaux engagements intérieurs présentés dans ce rapport concernent les émissions de Titres Publics sur le marché sous-régional de la CEMAC.

2.4- Situation des émissions des Valeurs du Trésor

Malgré un contexte économique difficile à l'échelle internationale, sous-régionale et nationale, la République Centrafricaine a enregistré de bonnes performances sur le marché des Valeurs du Trésor de la CEMAC, traduisant une confiance accrue des investisseurs, comme en témoigne le taux moyen de couverture des émissions à fin décembre 2024 qui est de 53,36 % pour les BTA et 91,38 pour les OTA.

Cette dynamique positive s'explique notamment par:

- la communication régulière avec les acteurs du marché,
- la tenue régulière des réunions du Cadre Permanent de Concertation entre le MFB, les SVT et la BEAC formalisé par Arrêté N° 564 MFB/DIRCAB/DGTCP du 19 Juin 2023 et le roadshow.
- le respect des engagements de remboursement de l'État (aucun défaut de paiement sur le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC),
- la transparence renforcée, illustrée par la première notation financière en monnaie locale et la publication régulière des données de dette publique et la note d'information du marché.

En 2024, le Trésor Public a mobilisé un montant brut de 170,33 milliards FCFA sur le marché sous-régional, dont 17,95 milliards FCFA au titre de deux opérations de portage (émissions/rachats). Le montant net mobilisé hors portage s'élève à 152,61 milliards FCFA, dépassant légèrement l'objectif annuel fixé à 150 milliards FCFA par le collectif budgétaire 2024, réparti comme suit :

- Obligations du Trésor assimilables (OTA): 133,30 milliards FCFA (87,35 %)
- Bons du Trésor assimilables (BTA): 19,31 milliards FCFA (12,65 %)

Les ressources levées se répartissent selon les modes d'émission comme suit:

- 70 % par syndication domestique (120 milliards FCFA),
- 17 % par adjudication (28,96 milliards FCFA),
- 13 % par abondement (21,36 milliards FCFA).

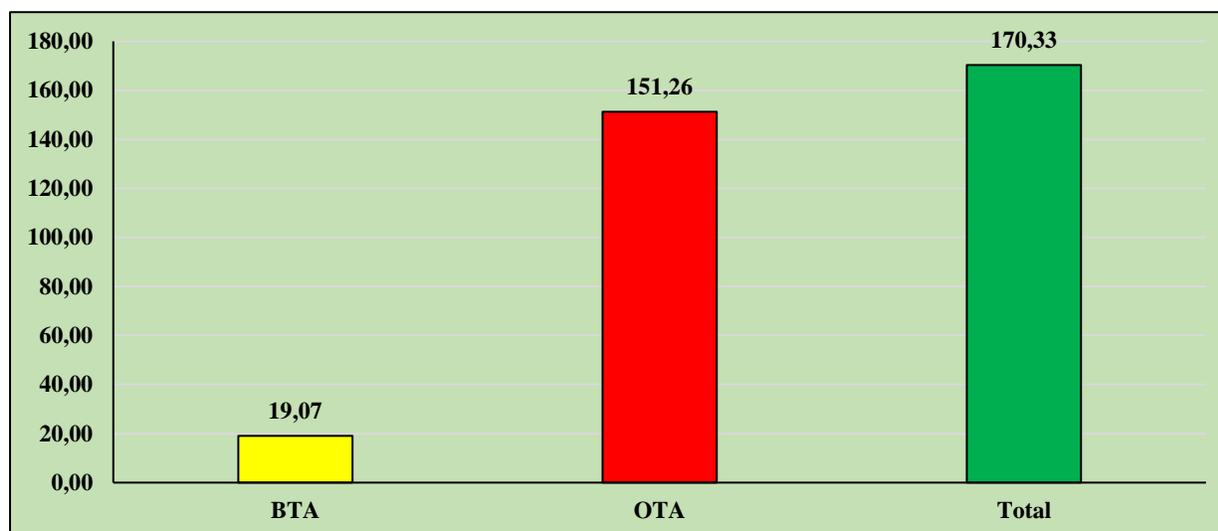
Le réseau des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) est constitué de 10 banques, dont:

- 3 banques résidentes (BPMC, Ecobank Centrafrique, BGFI),
- 7 banques non résidentes (Afriland First Bank, Ecobank Cameroun, UBA, CCA, Union Bank Cameroun, Société Général Cameroun, BISEC).

Le taux de participation des SVT aux émissions des Valeurs du Trésor est de l'ordre de 33,33%.

En outre, il faut noter qu'actuellement, les coûts moyens des ressources levées par la RCA sur le marché demeurent relativement élevés, s'établissant en moyenne à 10,13% pour les OTA, contre 9,15 % en zone CEMAC et 7,63 % pour les BTA, contre une moyenne sous régionale de 6,85 %.

Graphique 2: répartition du montant levé par instrument



L'encours des Valeurs du Trésor a également progressé, passant de 179,83 milliards FCFA en 2023 à 275,64 milliards FCFA en 2024 en raison de la hausse d'émission des Obligations du Trésor Assimilables. Cet encours représente 16,19 % du PIB.

La structure de détention de cet encours se présente comme suit:

- SVT : 45,79%
- Établissements de crédit non SVT : 10,44 %
- Investisseurs institutionnels : 40,40%
- Particuliers : 3,36%

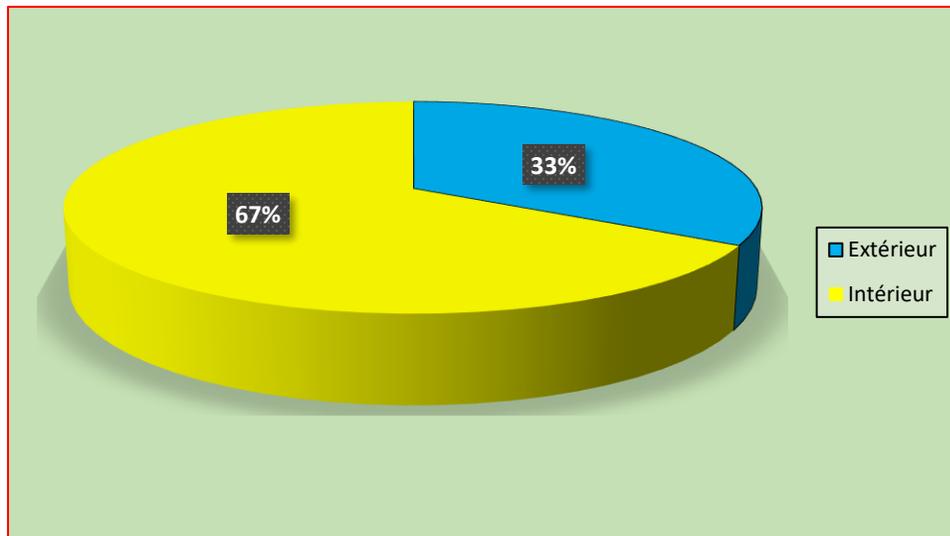
Tableau 2: Point des émissions de Bons et Obligations du Trésor en 2024 (en milliards FCFA)

instruments	nbre	taux moyen pondéré	taux moyen des coupons	montant émis	montant des soumissions	montant retenus	taux de couverture des émissions	taux absorption des soumissions
BTA 26	01	7.40		10	5,4	5,40	54	54
BTA 52	03			18	13,90	13,91	77,27	77,27
OTA 2 ans	03		06	30	30,42	25,03	100,14	83,44
OTA 3ans	03		6.31	50	47,16	45,11	94,32	90,22
OTA 4 ans	04		6.69	37,5	29,96	28,50	79,89	76
OTA 5 ans	03		7.00	35	39,38	35,00	112,51	100,00
OTA 7ans	03		7.16	35	35	35,00	100,00	100,00

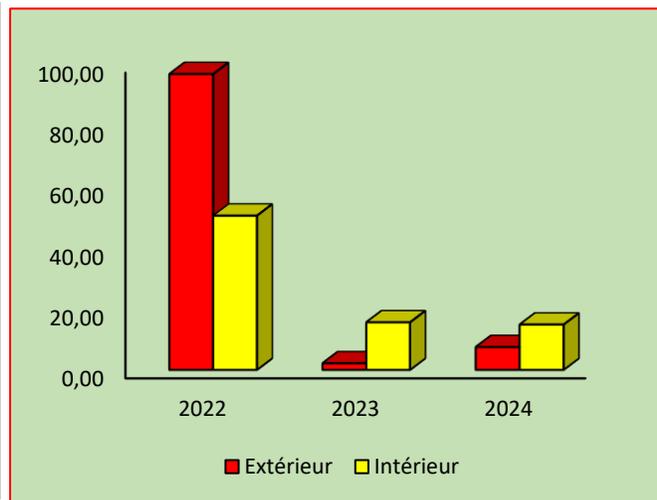
Source: DGTCP

2.5-Les décaissements sur emprunts intérieurs

La dette intérieure représente 67% des décaissements en 2024, provenant uniquement du FMI (FEC) à hauteur de 14,81 milliards FCFA.

Graphique 3 : répartition des tirages sur emprunts par nature au 31 décembre 2024 (en milliards de FCFA)**Tableau 3 :** Evolution des tirages sur emprunts (en milliards de FCFA)

Année	2022	2023	2024
Extérieur	96,80	2,14	7,45
<i>Bilatérale</i>	50,45	0,00	2,44
<i>Multilatérale</i>	46,35	2,14	5,01
Intérieur	50,45	15,55	14,81
FMI (DTS)	50,45	0,00	0,00
FMI (FEC)	0	15,55	14,81
TOTAL	147,26	17,70	22,26



Source: DGTCP

Les tirages sur emprunts ont sensiblement diminué passant de 17,70 milliards FCFA en 2023 pour s'établir à 22,26 milliards FCFA en 2024 du fait que le pays s'est plus tourné vers le marché domestique en lien à la rareté des emprunts concessionnels, de l'appui budgétaire ainsi qu'à la fluidité de l'accessibilité au marché domestique.



III-STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

La gestion de la dette publique repose sur plusieurs composantes essentielles qui permettent de suivre son évolution, sa soutenabilité et le respect des engagements de l'État.

3.1- Service prévisionnel de la dette publique

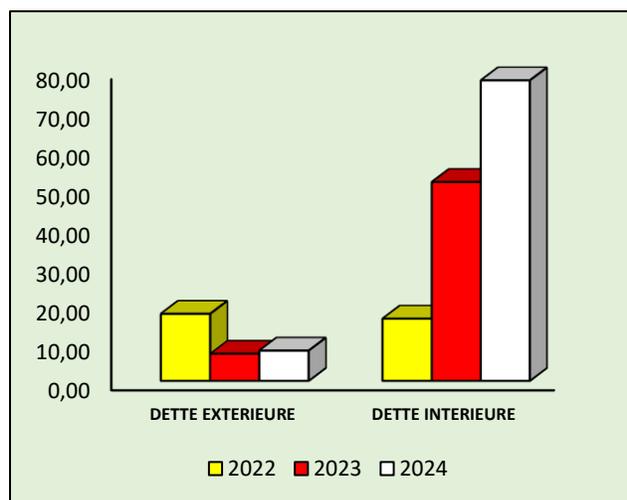
Le service prévisionnel de la dette représente les paiements que l'État prévoit d'effectuer au cours de l'année 2024 au titre du remboursement du principal (capital) et du paiement des intérêts de la dette contractée. Il a permis la planification des besoins budgétaires de l'État.

Cette prévision du service de la dette publique est estimée à 85,04 milliards FCFA en 2024, dont 64,40 milliards FCFA au titre du principal et 20,64 milliards FCFA pour les intérêts. La dette intérieure représente 90,85 % de ce montant, contre 9,15 % pour la dette extérieure.

Comparé à l'année 2023, où le service de la dette publique s'élevait à 58,07 milliards FCFA, on observe une hausse de 26,97 milliards FCFA, soit 46,44 %. Cette progression est principalement attribuable à l'augmentation du service de la dette intérieure, qui passe de 51,12 milliards FCFA en 2023 à 77,27 milliards FCFA en 2024. En ce qui concerne la dette extérieure, une légère hausse est constatée, avec un montant passant de 6,95 milliards FCFA en 2023 à 7,77 milliards FCFA en 2024, soit une augmentation de 11,94 %.

Tableau 4 : Evolution du service de la dette (en milliards FCFA)

Libellé	2022	2023	2024
DETTE EXTERIEURE	9,5	6,95	7,77
<i>Principal</i>	8,03	5,35	5,81
<i>Intérêts</i>	1,47	1,6	1,96
DETTE INTERIEURE	23,21	51,12	77,27
<i>Principal</i>	18,15	43,05	58,59
<i>Intérêts</i>	5,06	8,07	18,68
TOTAL	32,71	58,07	85,04
<i>Principal</i>	26,18	48,4	64,40
<i>Intérêts</i>	6,53	9,67	20,64



Source: DDPE

3.2- Règlements de la dette

Les règlements de la dette correspondent aux paiements effectifs réalisés par l'État au titre du remboursement du capital et du paiement des intérêts. Il s'agit de l'exécution réelle du service de la dette, conformément aux échéances contractuelles.

Les règlements effectués au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à 85,01 milliards FCFA, répartis comme suit:

- 63,79 milliards FCFA au titre du principal,
- 21,22 milliards FCFA au titre des intérêts.

Les règlements courants totalisent 83,55 milliards FCFA, tandis que les règlements d'arriérés s'élèvent à 1,46 milliard FCFA.

La dette intérieure représente 90, 82 % du total des règlements, contre 9, 18 % pour la dette extérieure. Cette prédominance est due aussi au rachat anticipé de titres pour un montant de 51, 8 milliards FCFA, dont:

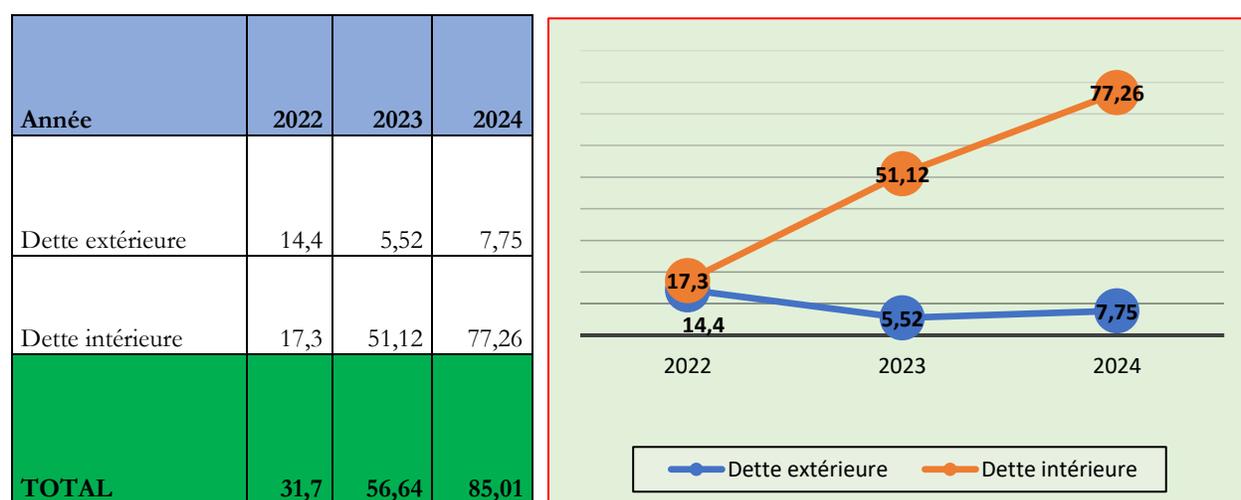
- 8,3 milliards FCFA en BTA (Bons du Trésor assimilables),
- 43, 5 milliards FCFA en OTA (Obligations du Trésor assimilables).

Le volume global des règlements a connu une hausse significative de 50, 09 % par rapport à l'année 2023.

Cette progression est principalement attribuée à l'augmentation des règlements liés à la dette intérieure, qui passent de 51, 12 milliards FCFA en 2023 à 77, 26 milliards FCFA en 2024. Les règlements de la dette extérieure ont légèrement augmenté, passant de 5,52 milliards FCFA en 2023 à 7,75 milliards FCFA en 2024, soit une évolution de 40,40 %.

Dans le cadre d'une stratégie de gestion proactive de la dette, le Trésor Public a mené en 2024 des opérations de rachat anticipé de Titres arrivant à échéance en mai et octobre 2025, pour un montant total de 33,81 milliards FCFA. Ces opérations visent à lisser le profil de remboursement de la dette en 2025, et à réduire les risques de refinancement.

Tableau 5: Evolution des règlements du service de la dette publique entre 2022 et 2024 (*En milliards FCFA*)



Source: DDPE

3.3- Encours de la dette publique

L'encours de la dette publique est le montant total des engagements de l'État en 2024. On peut aussi le définir comme le capital restant dû (non encore remboursé) sur les dettes contractées. Il inclut:

- La dette extérieure (multilatérale, bilatérale),
- La dette intérieure (Titres émis, crédits bancaires, commerciale etc.).

L'encours de la dette publique à fin 2024 s'élève à 821 milliards FCFA contre 741,89 milliards FCFA en 2023 soit une hausse de 52,89% et représente 48% du PIB.

L'encours de la dette extérieure est FCFA 195,2 Milliards FCFA et celui de la dette intérieure est de 625,8 Milliards FCFA. À fin 2024, l'encours de la dette de marché s'élève à 275,64 milliards FCFA, dont 11,11 milliards FCFA en BTA et 264,53 milliards FCFA en OTA.

Au cours des trois années consécutives, le poids de l'encours de la dette extérieure est en régression contrairement à celui de la dette intérieure. L'encours de la dette intérieure est tiré essentiellement par les émissions des Titres Publics et les décaissements du FMI dans le cadre du programme FEC.

Tableau 6 : Encours de la dette à fin 2024 (en milliards FCFA)

Libellé	Encours Hors arriérés	Arriérés	Stock à fin Décembre 2024
DETTE EXTERIEURE	195,20	154,64	349,82
<i>Bilatérale</i>	88,60	148,50	237,11
<i>Multilatérale</i>	106,60	6,14	112,71
DETTE INTERIEURE	625,80	21,69	647,51
TOTAL	821,00	176,33	997,33

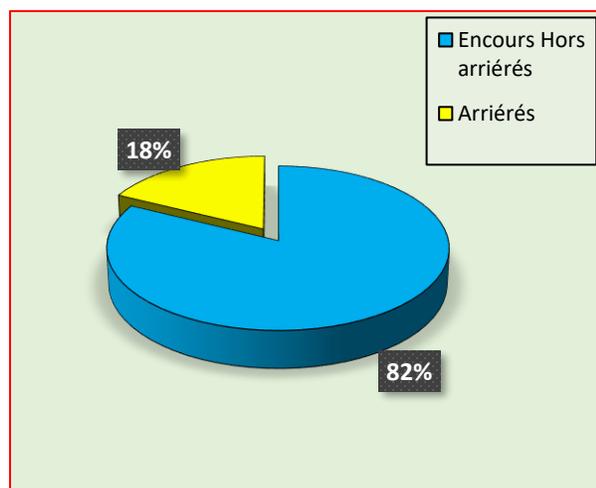
Source: DDPE

Tableau 7: Evolution de l'encours (en milliards FCFA)

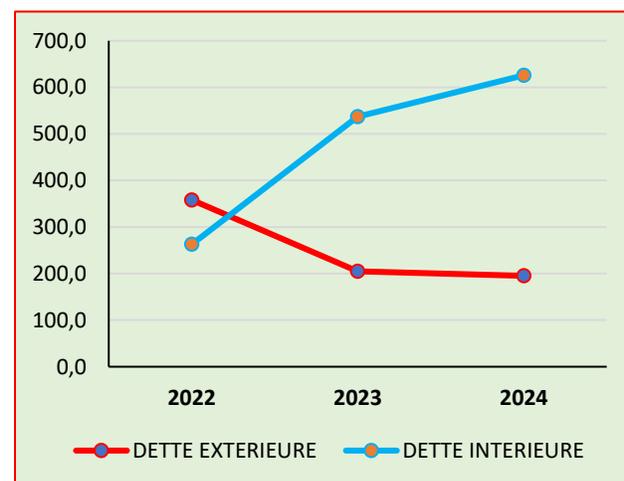
Années	2022	2023	2024
<i>dette extérieure</i>	358,20	204,89	195,20
<i>dette intérieure</i>	262,71	537,00	625,80
TOTAL	621,21	741,89	821,00

Source: DDPE

Graphique 4: Encours et arriérés



Graphique 5: évolution de l'encours



3.4- Les arriérés de la dette publique

Les arriérés correspondent au montant du service dus mais non payé à la date d'échéance convenue dans les contrats ou accords et concernent:

- Le principal (capital non remboursé),
- Les intérêts (intérêts échus non payés),

À la suite de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), la République Centrafricaine a bénéficié d'une réduction significative de sa dette publique, marquée notamment par l'annulation d'un important stock d'arriérés.

Cependant, à fin 2024, les arriérés cumulés atteignent un montant de 176, 31 milliards FCFA, répartis comme suit:

- 154,62 milliards FCFA pour la dette extérieure, soit 87,70 % du total,
- 21, 69 milliards FCFA pour la dette intérieure, soit 12, 3 %.

La majorité des arriérés extérieurs est due à des créanciers bilatéraux qui n'ont pas encore adhéré aux modalités de traitement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. Parmi ces créanciers:

- Taïwan (63 %),
- Argentine (13, 94 %),
- Libye, et autres créanciers (23, 06%).

Le Gouvernement poursuit les négociations avec ces créanciers, dans l'objectif d'obtenir des conditions d'allègement similaires à celles déjà obtenues auprès d'autres partenaires dans le cadre de l'initiative.

Les arriérés intérieurs proviennent principalement de:

- Dettes sociales (salaires, pensions, arriérés sociaux),
- Emprunts envers la Guinée Équatoriale, l'UAPT, dettes consolidées non encore apurées.

Sur les trois dernières années, les arriérés ont augmenté principalement en raison de la hausse des arriérés extérieurs, alors que les arriérés intérieurs sont restés relativement stables.

À fin 2024:

- Les arriérés représentent 18 % du stock total de la dette publique,
- Les arriérés courants sont estimés à 21,33 milliards FCFA,
- Les arriérés en instance de restructuration s'élèvent à 155 milliards FCFA.

Dans le souci de résoudre le problème des arriérés, le Gouvernement avait introduit le 25 mai 2022 une requête officielle afin de bénéficier des services de conseils et d'assistance de la Facilité Africaine de Soutien Juridique (ALSF) dans le domaine de gestion des finances publiques notamment celle de la dette publique.

L'accord a été signé le 20 novembre 2023 pour un montant d'un (1) million de dollars (1 000 000 USD).

L'assistance porte sur quatre piliers à savoir: (i) la revue du cadre juridique, réglementaire et institutionnel applicable au secteur de la dette souveraine en Centrafrique (ii) le renforcement de capacité des acteurs impliqués dans le domaine de la gestion de la dette et (iii) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de restructuration de la dette comprenant la renégociation d'emprunts avec des créanciers extérieurs et (iv) l'élaboration d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

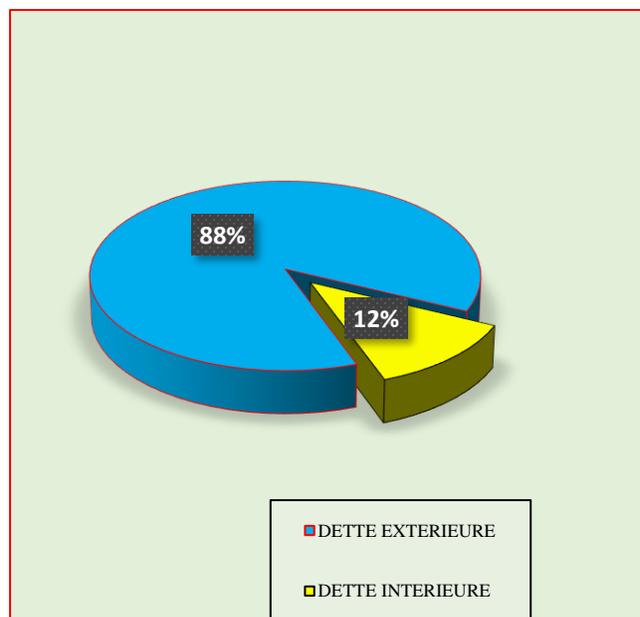
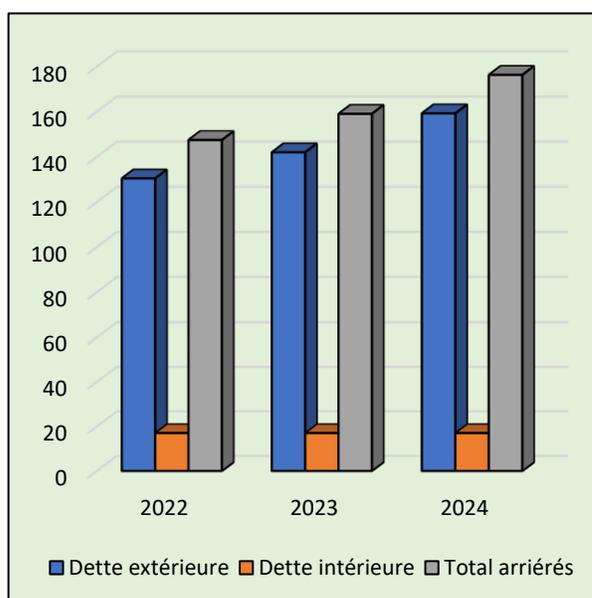
L'assistance prendra fin en 2025.

Tableau 8 : Situation des arriérés à fin 2024

DETTE EXTERIEURE	154,62
Bilatérale	148,48
<i>Principal</i>	<i>70,84</i>
<i>Intérêt</i>	<i>77,64</i>
Multilatérale	6,14
<i>Principal</i>	<i>5,70</i>
<i>Intérêt</i>	<i>0,44</i>
DETTE INTERIEURE	21,69
<i>Principal</i>	<i>21,10</i>
<i>Intérêt</i>	<i>0,59</i>
TOTAL	176,31

Tableau 9 : Evolution des arriérés

Année	2022	2023	2024
Dette extérieure	130,43	142,03	154,62
Dette intérieure	17,04	17,04	21,69
TOTAL	147,47	159,07	176,31

Graphique 6 : Composition du volume des arriérés**Graphique 7 : Evolution des arriérés**

3.5- Stock de la dette

Le stock de la dette publique de la République Centrafricaine comprend à la fois l'encours de la dette et les arriérés de paiement. À fin 2024, ce stock s'élève à 997,33 milliards de FCFA, réparti comme suit:

- 349,82 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 35 %
- 647, 51 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 65 %.

En 2023, le stock de la dette s'élevait à 900, 97 milliards de FCFA. Il a enregistré une hausse de 10, 70 %, principalement en raison de :

- l'augmentation de la dette intérieure, liée à l'émission de Titres Publics et aux décaissements du FMI dans le cadre du programme FEC ;
- la hausse de la dette extérieure, notamment les décaissements de certains créanciers.

La dette extérieure est composée de :

- créanciers bilatéraux (68 %) ;
- créanciers multilatéraux (32 %).

Le stock de la dette publique comprend encore une part en instance de négociation dans le cadre de l'Initiative PPTE, représentant 14,51 % du total, soit 144,70 milliards FCFA, dont :

- 127,66 milliards de FCFA pour la dette extérieure,
- 17, 04 milliards de FCFA pour la dette intérieure.

À fin 2024, le taux d'endettement nominal s'établit à 58, 60 % du PIB, réparti comme suit :

- 20,50 % du PIB pour la dette extérieure,
- 38, 10 % du PIB pour la dette intérieure.

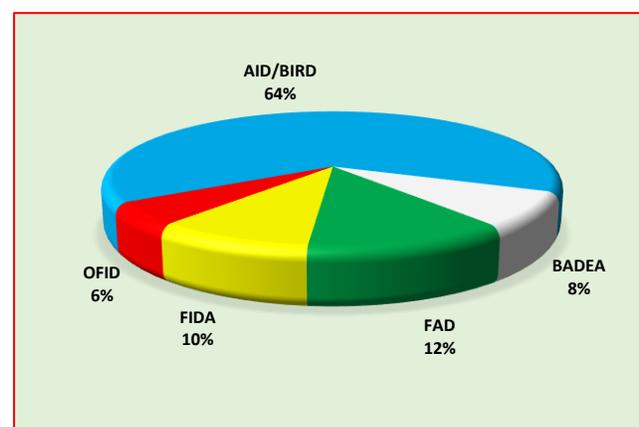
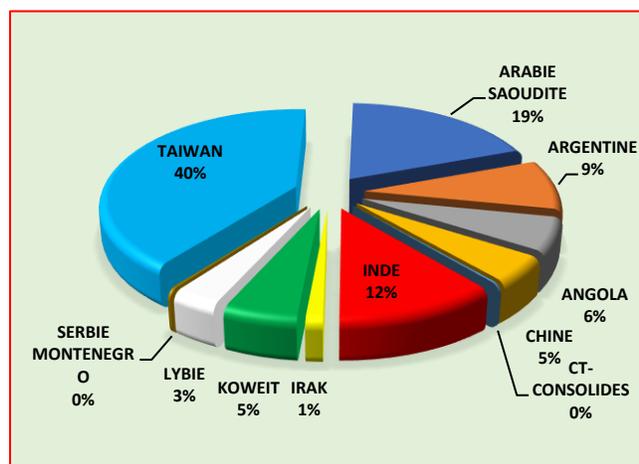
En valeur actualisée, le taux d'endettement est à 55,2 % du PIB, en deçà de la norme communautaire de 70 % du PIB fixée dans la zone CEMAC, ce qui témoigne d'une gestion maîtrisée de la dette publique.

3.6- Structure de la dette extérieure

Le portefeuille de la dette extérieure est passé de 342,27 milliards FCFA en 2023 à 349,82 milliards FCFA en 2024. Il représente 20,5 % du PIB, contre 21,50 % en 2023. La dette multilatérale représente 32, 22% contre 67, 78% de la dette bilatérale.

Tableau 9: Structure de la dette extérieure

CREANCIERS	Stock à fin DEC 2024 (en milliards FCFA)
DETTE BILATERALE	237,11
ARABIE SAOUDITE	44,66
ARGENTINE	20,7
ANGOLA	13,83
CHINE	11
CT-CONSOLIDES	0,45
INDE	27,22
IRAK	2,92
KOWEIT	12,62
LYBIE	8,11
SERBIE MONTENEGRO	0,6
TAIWAN	95,01
DETTE MULTILATERALE	112,71
AID/BIRD	72,33
BADEA	9,32
FAD	13,97
FIDA	10,95
OFID	6,14
TOTAL EXTERIEUR	349,82

Graphique8: Structure de la dette extérieure multilatérale et bilatérale par créancier

3.7- Evolution du stock de la dette par devise

Le portefeuille de la dette publique est libellé en sept devises, les principales étant: le FCFA, le dollar US (USD), les droits de tirage spéciaux (DTS), le yuan renminbi (CNY), et l'euro (EUR).

Tableau 11: Evolution du stock de la dette publique par devise (en % du total)

Devises	2023	2024
XAF	62,01	64,92
EUR	0,92	0,84
DTS	10,22	9,6
USD	19,06	17,79
SAR	5,13	4,48
DKW	1,35	1,27
CNY	1,3	1,1
TOTAL	100	100

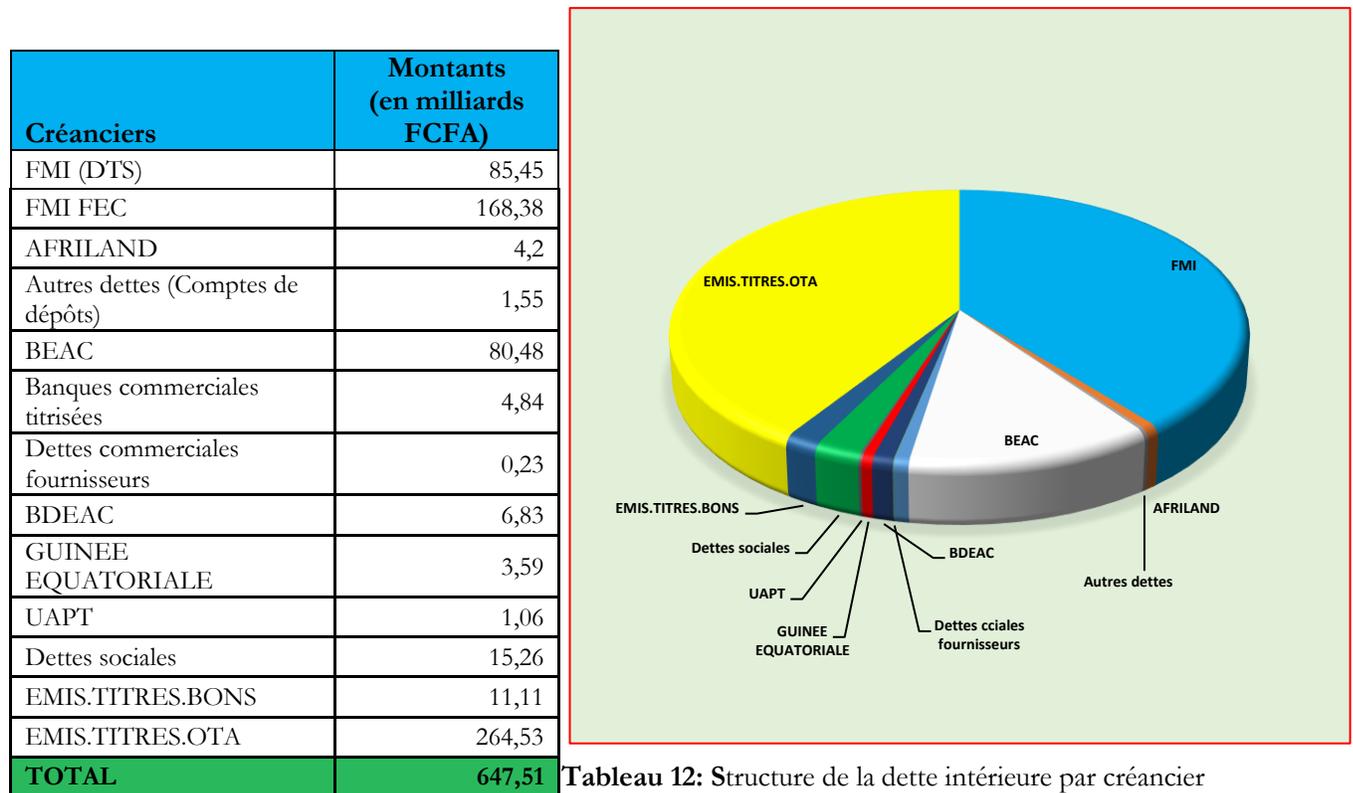
Source: DGTCP

L'analyse de l'exposition au risque de change montre une réduction significative: la part de la dette libellée en devises est passée de 62, 10 % en 2023 à 35, 08 % en 2024, dû à une augmentation de la dette intérieure.

3.8- Structure de la dette intérieure

Face à la rareté des appuis budgétaires et des prêts extérieurs concessionnels, la RCA a intensifié son recours au marché intérieur, principalement par le biais d'émissions de Bons et Obligations du Trésor. Par ailleurs, les décaissements du FMI dans le cadre du programme FEC, comptabilisés dans la dette intérieure, ont contribué à une augmentation substantielle de l'encours.

Ainsi, la dette intérieure est passée de 558,69 milliards FCFA en 2023 à 647,51 milliards FCFA en 2024, soit une hausse de 15,90 %. Elle représente 38,1 % du PIB et 65 % du portefeuille total de la dette. Cette dette est entièrement libellée en FCFA et se décompose comme suit :



Source: DGTCP



IV. DETTES DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Dans le cadre de ses attributions, la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État assure le suivi du portefeuille et des participations de l'État. Ce chapitre est consacré à la situation de l'endettement des Entreprises et Etablissements Publics, ainsi qu'aux contributions de l'État aux Organismes Internationaux.

4.1- Situation des contributions de l'Etat dans les Organismes Internationaux

Pour l'exercice concerné, la Loi de Finances a prévu une enveloppe de 1, 28 milliard FCFA destinée au règlement de ces contributions. Sur ce montant, 770 millions de FCFA ont été versés au titre des paiements courants, tandis que 400 millions de FCFA ont permis d'apurer une partie des arriérés. Ce qui représente un taux d'exécution global de 60, 15 %.

Le stock total d'arriérés de contribution demeure néanmoins élevé, se chiffrant 86, 30 milliards FCFA.

Il convient de noter une amélioration du niveau de règlement par rapport à l'année précédente, traduisant ainsi l'effort du gouvernement de respecter ses engagements financiers internationaux.

Ces efforts doivent être poursuivis et renforcés afin de réduire le montant des arriérés auprès des Organismes Internationaux.

Tableau 13 : Situation des contributions (*en milliards FCFA*)

Montants alloués dans la Loi de Finances 2024	Règlement	Arriérés payés	Montant en arriéré	Taux d'exécution
1,28	0,77	0,40	86,30	60,15%

Source: DDPE

4.2- Dettes des Entreprises Publiques

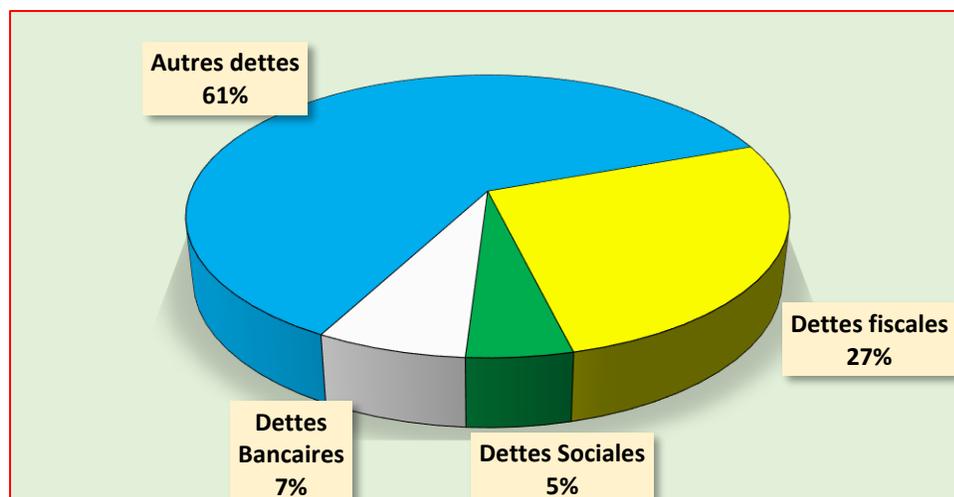
La dette des Entreprises publiques s'élève à 74, 13 milliards FCFA et est beaucoup plus tirée par les autres dettes, suivies des dettes fiscales, bancaires et sociales. Les sociétés d'Etat totalisent 70, 85 milliards FCFA soit 95, 58% du total des dettes.

Tableau 14 : Dettes des Entreprises Publiques

(*en milliards FCFA*)

Entités	Dettes fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres dettes	Total
Sociétés d'Etat	18,51	3,53	5,07	43,74	70,85
Sociétés à participation majoritaire de l'Etat	0,66	0,04	-	1,94	2,64
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	0,64	-	-	-	0,64
TOTAL	19,81	3,57	5,07	45,68	74,13

Source: DDPE

Graphique9 : Structure des dettes des Entreprises publiques

4.3- Dettes des Etablissements Publics (EP)

La dette des Etablissements Publics s'élève à 9,01 Milliards FCFA. Contrairement aux Entreprises publiques, les EP ont beaucoup plus accumulé de dettes sociales. Une attention particulière doit être portée sur le volet social de ces Etablissements.

Tableau 15 : Dettes des Etablissements Publics*(en milliards FCFA)*

Entités	dettes fiscales			dettes sociales			dettes bancaires			autres dettes		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
EPIC	1,34	0	1,35	0,67	0	0,74	0	0	0,02	0	0	1,76
EPA	2,08	0,8	0,34	3,7	1,02	3,96	0,14	0	0,03	6,25	0	0,80
TOTAL	3,42	0,8	1,69	4,37	1,02	4,70	0,14	0	0,06	6,25	0	2,56

Source: DDPE

4.4- Résultats des Sociétés

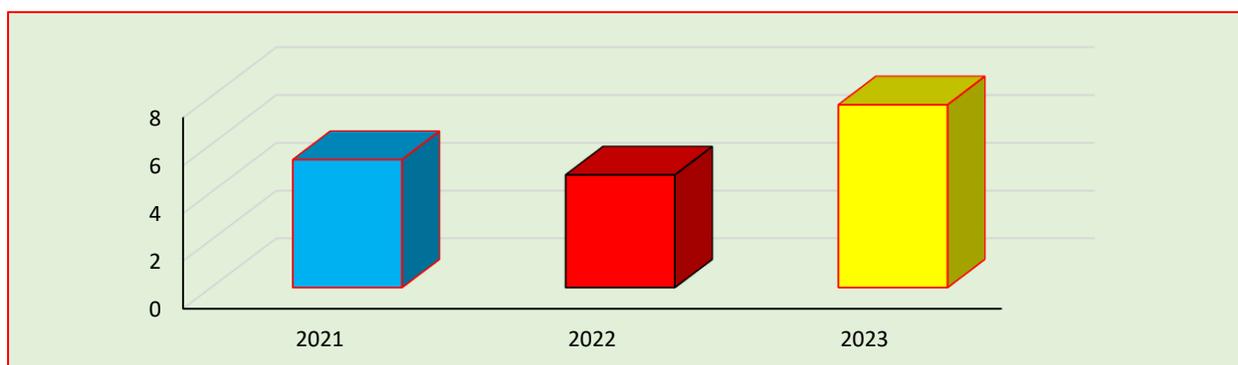
On note une amélioration globale du niveau des résultats des Sociétés s'établissant à 7,66 milliards FCFA en 2023 contre 4,73 milliards FCFA en 2022 soit une hausse de 38% ; par contre les résultats des sociétés à participation majoritaire de l'Etat restent encore faibles et méritent une attention particulière.

NB : les données des EEP sont traitées à l'année N-1 contrairement aux contributions.

Tableau 16: Evolution des résultats des Sociétés (*en milliards FCFA*)

ENTITES	2021	2022	2023
Sociétés d'Etat	2,32	-0,25	2,57
Sociétés à participation majoritaire de l'Etat	0,61	-0,01	0,96
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	2,44	4,99	4,13
TOTAL	5,37	4,73	7,66

Source: DDPE

Graphique10: Evolution des résultats des Sociétés en milliards FCFA

Source: DDPE

4.5- Situation des dividendes

Au titre de l'année 2024, des actions de suivi ont été mises en place, ce qui a permis le versement des dividendes sur le compte du Trésor Public d'un montant total de 3,96 Milliards FCFA, ce qui reste encore faible. La SOCASP doit à l'Etat 0,37 Milliards FCFA d'arriérés de dividendes et de loyer au titre des années 2019, 2020 et 2021.

Tableau 17: Situation des dividendes (*en milliards FCFA*)

Sociétés et Organismes	Capital	Quote-part de l'Etat	Taux	Résultat 2023	Dividende/	Emploi Dividende
					Etat	
BEAC	88	14,67	16,67%	-	3,57	Virement sur le compte du Trésor
ECOBANK	10	0,5	5%	-	0,09	Virement sur le compte du Trésor
BPMC	15	5,63	37,50%	2,49	0,25	En Attente de virement
BSIC	10	1,5	15%	-0,65	-	Report à nouveau
BGFI	10	5,18	51,84%	0,79	-	Report à nouveau
SOCASP	0,1	0,05	51%	0,17	0,05	Virement sur le compte du Trésor
OUBANGUI HOTEL	0,68	0,08	12%	-0,19	-	
AFRICA-RE		0,39		-	0,04	En Attente de virement
CICA-RE	50	0,68	1,35%	-	0,05	En Attente de virement
SHELTER AFRIQUE	63,28	1,78	0,28%	-	-	
TOTAL	247,05	30,46		2,62	4,05	

Source: DDPE

4.6- Dettes croisées

Le montant global des dettes dues par l'Etat aux Sociétés d'Etat s'élève à 8,4 milliards FCFA dont 5,15 milliards FCFA pour SODECA soit 61, 28% et 3,25 milliards FCFA pour SOCATEL soit 38,72% du montant global.

Tableau 18: Situation des dettes croisées *en milliards FCFA*

Libellé	SODECA	SOCATEL	Total
Montant dû	5,14	3,25	8,40

Source: DDPE

Les créances des organismes sociaux dues par les sociétés d'Etat s'élèvent à 6,28 milliards FCFA. L'ENERCA représente 39%, la SODECA 27% et la SOCATEL 34%.

Tableau 19: situation des dettes des entreprises à l'égard des organismes sociaux *(en milliards FCFA)*

LIBELLE	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
CNSS	2,44	1,61	1,85	5,90
ACFPE	0,01	0,10	0,28	0,38
Total	2,45	1,71	2,13	6,28

Source: DDPE

Tableau 20: Dettes de la Mairie de Bangui *(en milliards FCFA)* **Tableau 21:** Dettes des partenaires extérieurs de la mairie

LIBELLE	DETTES
CNSS	3,30
DROITS LEGAUX ET SOCIAL	0,11
ENERCA	0,21
SODECA	0,20
SALAIRE IMPEYES PERSONNEL MAIRIE	0,07
ARRIERES DIVERS FOURNISSEURS	0,16
HONORAIRE AVOCAT ET MEDECIN	0,03
SITUATION DES PERSONNELS LICENCIES	0,02
TOTAL	4,10

LIBELLE	DETTES
AIMF	646 380
CGLUA	4 536 000
METROPOLIS	2 653 560
TOTAL	7 835 940

Source: DDPE

Les dettes de la mairie de Bangui s'élèvent à 4, 11 milliards FCFA. A ce jour, les informations relatives aux dettes des collectivités territoriales ne sont pas disponibles.



**V- INDICATEURS DE COUTS ET RISQUES DU
PORTEFEUILLE DE DETTE PUBLIQUE**

Les indicateurs de coûts et de risques sont des outils quantitatifs utilisés pour évaluer la performance et la vulnérabilité du portefeuille de la dette publique. Ils permettent d’apprécier, d’une part, le coût de financement pour l’État, et d’autre part, les risques budgétaires et financiers auxquels il est exposé en fonction de la structure de sa dette. Le portefeuille de l’Etat peut être exposé à divers risques, entre autres ; le risque opérationnel, le risque de change, le risque de refinancement, le risque de liquidité, le risque de taux d’intérêt, le risque de crédit, etc.

5.1- Coût du portefeuille de la dette publique

Le coût moyen du portefeuille est de 2,7% tiré par une dette extérieure globalement concessionnelle. Le coût de la dette intérieure (3,8%) est relativement élevé par rapport à la dette extérieure (0,6%). La prédominance des prêts multilatéraux à long terme contribue à maintenir le coût global de la dette publique à un niveau relativement bas, et ce, malgré le lancement du marché des Titres Publics.

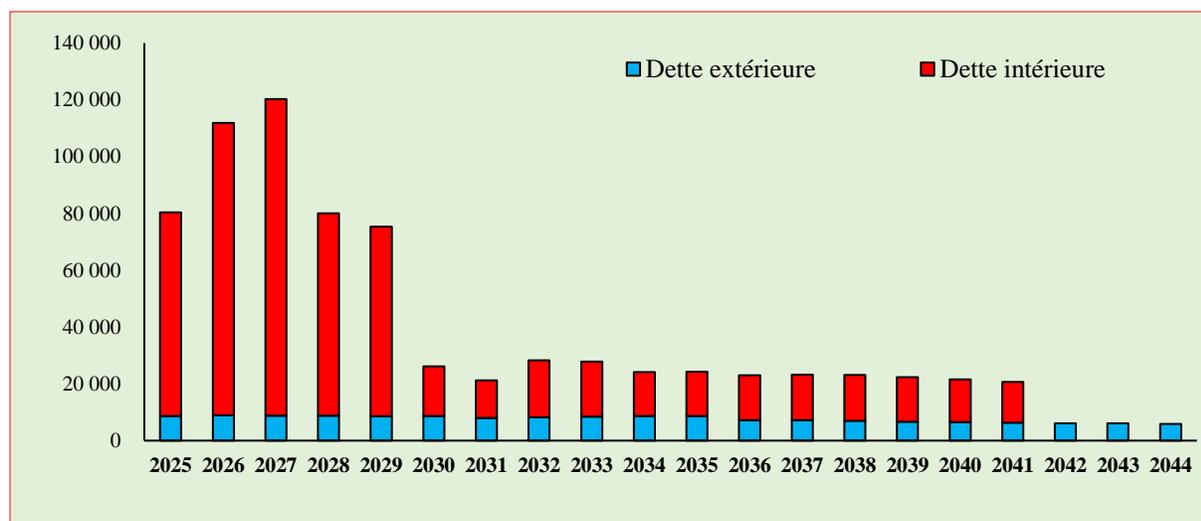
5.2- Indicateurs de risques du portefeuille

5.2.1-Risque de refinancement

La République Centrafricaine est exposée au risque de refinancement, en raison de la dette à court terme mobilisée sur marché des Titres Publics.

Le risque de refinancement est illustré par le temps moyen de la maturité (ATM) du portefeuille (6,6 ans) et les échéances venant à maturité dans un an (10%). Ces deux indicateurs sont globalement acceptables, mais ils cachent le risque inhérent à la dette intérieure pour laquelle ce deuxième indicateur du risque de refinancement s’élève à 11,6% avec des pics de remboursement traduisant le risque de refinancement et/ou de taux d’intérêt.

Graphique 11 : Profil de remboursement de la dette



Source: DDPE

5.2.3-Risque de taux d’intérêt

Le risque de taux d’intérêt est exprimé à travers le temps moyen de révision des taux d’intérêt (ATR) du portefeuille (6,6 ans) et la proportion de la dette dont le taux d’intérêt sera révisé dans un an (10%). La similitude des niveaux atteints par les indicateurs de refinancement et des taux d’intérêt tient à l’absence d’instruments à taux variables.

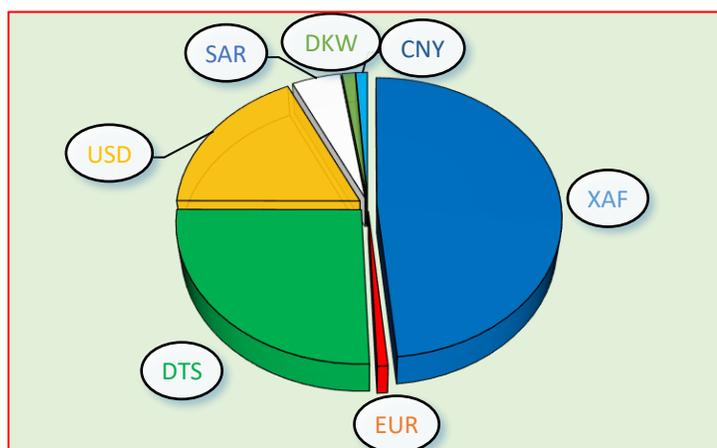
L'analyse des risques du portefeuille de la dette publique en 2024 révèle une exposition limitée au risque de taux d'intérêt, grâce à la prédominance des emprunts à taux fixe.

5.2.4-Risque de taux de change

Le portefeuille de la dette publique de la RCA est majoritairement libellé en devises et exposé au risque de change. Une variation modérée du taux de change peut engendrer des répercussions budgétaires significatives. Le risque de taux de change est reflété à travers la proportion de la dette libellée en devises (24,2%) et complété par la décomposition de la dette extérieure par devises. Ce montant est calculé sur la base de la maquette de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme. En tenant compte des arriérés extérieurs, le ratio réel étant de 35,7%. La part du dollar US dans la dette extérieure s'élève à 50,7%. Les fluctuations du taux EURO/USD demeure un facteur de vulnérabilité.

Tableau 22: Composition du portefeuille par devises

DEVICES	Part en %
XAF	48,46%
EUR	0,84%
DTS	25,73%
USD	17,88%
SAR	4,70%
DKW	1,28%
CNY	1,11%



Sources: DDPE

5.2.5-Risque opérationnel

Le risque opérationnel englobe tout ce qui n'est pas risque de marché, ni risque de crédit. Dans cette optique, il convient de noter que sur toute la chaîne de gestion de la dette, il y a de risque opérationnel expliqué par le fait que la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat, organe en charge de cette gestion fait face, sans cesse, à des problèmes d'enregistrement des données.

En effet, les informations en provenance des autres institutions ne sont pas reçues à temps réel impactant ainsi l'actualisation de la base des données. La sécurité de cette base demeure encore une préoccupation. Il faut noter aussi que l'absence d'un logiciel approprié (SYGADE) pour le traitement et l'analyse des données de la dette publique pourrait entraîner des risques opérationnels.

Au regard des risques présentés du portefeuille de la dette, il est impératif de mettre en œuvre une Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT), en vue d'atténuer les vulnérabilités identifiées dans le portefeuille et de renforcer la résilience budgétaire du pays.

Tableau 23: Coûts et risques du portefeuille à fin 2024

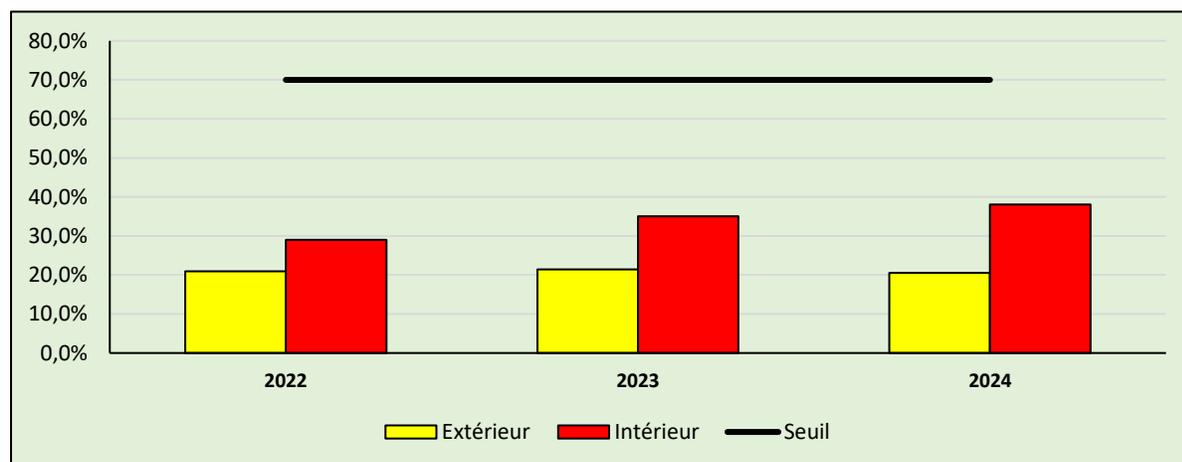
Indicateurs de risque		Dettes extérieures	Dettes domestiques	Dettes totales
Montant (en millions de XAF)		349,816.7	647,510.2	997,326.9
Montant (en millions d'USD)		570.5	1,056.0	1,626.5
Dettes nominales en pourcentage du PIB		20.5	38.0	58.6
Valeur actuelle en pourcentage du PIB		16.6	38.5	55.2
Coût de la dette	Paiements d'intérêts en pourcentage du PIB	0.1	1.5	1.6
	Taux d'intérêt, moyenne pondérée (%)	0.6	3.8	2.7
Risque de refinancement	ATM (années)	11.9	5.1	6.6
	Dettes arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du total)	4.7	11.6	10.0
	Dettes arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du PIB)	0.5	4.2	4.7
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	11.9	5.1	6.6
	Dettes dont le taux doit être refixé dans un an (% du total)	4.7	11.6	10.0
	Dettes à taux fixe incluant les Bons (% du total)	100.0	100.0	100.0
	Bons du Trésor	0.0	1.8	1.4
Risque de taux de change	Dettes en devises (en pourcentage de la dette totale)			24.2
	Dettes en devises à court terme (en pourcentage des réserves)			2.9

La Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2025–2027 élaborée et publiée sur le site du Ministère des Finances et du Budget privilégie :

- les dons et les prêts hautement concessionnels ;
- la diversification des instruments financiers et l'allongement des maturités ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale pour réduire le recours à l'endettement domestique ;
- la restructuration progressive de la dette intérieure et extérieure.

5.3- Evolution du taux d'endettement

L'évolution du taux d'endettement durant les trois dernières années a une tendance haussière passant de 50,17% en 2022 à 56,50% en 2023 puis à 58,60% en 2024. Malgré cette tendance, ce taux est toujours en-dessous du seuil recommandé par la norme communautaire. Toutefois, il est important de signaler qu'il y a un risque potentiel de surendettement à court et moyen terme, si elle n'est pas maîtrisée.

Graphique 12: Evolution du taux d'endettement public sur la période (2022-2024)



VI- VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

La soutenabilité de la dette de la RCA fait l'objet d'un suivi par le Fonds Monétaire International dans le cadre du programme économique, appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Les dernières analyses de viabilité de la dette, menées par l'équipe-pays du FMI, concluent à la viabilité actuelle de la dette centrafricaine. Toutefois, le risque de surendettement extérieur et global demeure élevé, en raison notamment de la structure du portefeuille de la dette et de la faiblesse persistante des recettes publiques.

6.1-Ratio de solvabilité

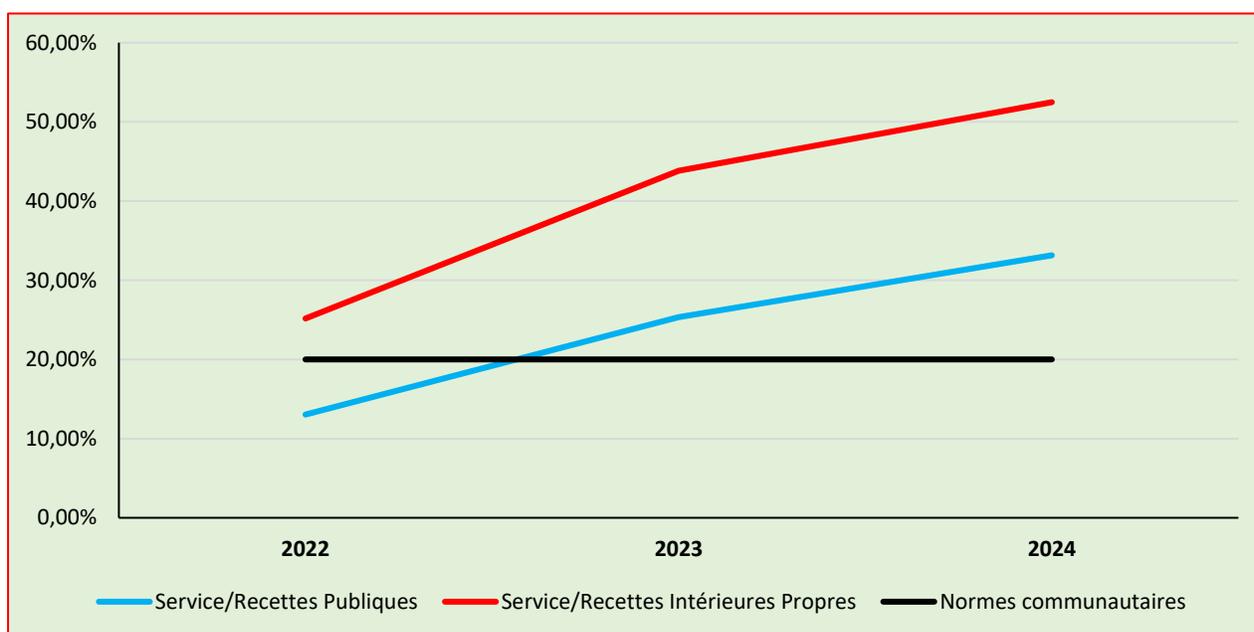
C'est le rapport du service de la dette sur les recettes. Il met en lumière la capacité d'un Etat à honorer ses obligations financières. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de ces ratios de 2022 à 2024.

Tableau 24: Evolution des ratios de solvabilité

Années	2022	2023	2024
Service/Recettes Publiques	13,04%	25,35%	33,15%
Service/Recettes Intérieures Propres	25,17%	43,83%	52,49%
Normes communautaires	20%	20%	20%

Source: DDPE

Graphique 13: Evolution des ratios de solvabilité



Ces différents ratios se situent au-dessus du seuil des normes communautaires et mettent en lumière la faible mobilisation des recettes. Le service de la dette absorbe une part substantielle de nos ressources propres, limitant considérablement l'espace budgétaire disponible pour les dépenses sociales et les investissements publics essentiels à la croissance et à la stabilité sociale.

6.2- Renforcement des capacités

Plusieurs formations en présentiel ont été organisées dans le but de renforcer les capacités du personnel et des services de la DDPE avec l'appui technique d'AFRITAC Centre, la BEAC, la BAD, ALSF le FMI ainsi que la Banque Mondiale. Le tableau ci-dessous en présente un récapitulatif.

Tableau 25 : Récapitulatifs des formations et recyclage par thématique

N°	FORAMTIONS/ATELIERS	ORGANISATEUR	PERIODE	LIEU
01	Renforcement de la Coordination de la Gestion de la Dette et de la Trésorerie	AFRITAC-Centre	Du 18 au 22 Mars 2024	Douala (Cameroun)
02	Formation sur la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)	AFRITAC-Centre	Du 29 Avril au 10 Mai 2024	Bangui
	Elaboration du calendrier des titres publics, analyse des risques de refinancement et gestion de relation avec les investisseurs	AFRITAC-Centre		
03	Mécanismes de gestion de la dette	Banque mondiale	Du 17 au 21 Juin 2024	Zambie (Livingston)
04	Formation sur la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)	BCEAO/BEAC/BCC	DU 08 u 19 Juillet 2024	Douala (Cameroun)
05	Cadre de Référence de la Politique d'Endettement et de Gestion de la Dette dans les Etats membres de la CEMAC et de l'UEMOA	AFRITAC-Centre	Du 15 au 19 Juillet 2024	Douala (Cameroun)
06	Formation structurée sur la Gestion des Finances Publiques en Afrique	BAD	Du 05 au 10 Mai 2024	Bangui
07	Elaboration de Manuel de Procédures des Opérations de Gestion de la Dette Publique	AFRITAC-Centre	Du 16 au 27 Septembre 2024	Bangui
08	Formation sur le Secteur de la Dette Souveraine	Facilité Africaine de Soutien Juridique (ALSF)	Du 08 au 11 Octobre 2024	Bangui
10	Participation au lancement du Forum sur la Gestion de la Dette en Afrique (DeMFA), et Dialogue sur le Thème « Mettre la Dette au Service de l'Afrique : Politiques, Pratiques et Options »	BAD	Du 16 au 17 Décembre 2024	Abuja (Nigéria)
11	Atelier de validation du Manuel de procédures de gestion de la dette publique ainsi que du Cadre juridique et institutionnel de la dette	MFB	Du 22 au 24 Décembre 2024	Boali

Source : DDPE



CONCLUSION

La gestion de la dette publique en 2024 est marquée par de grands événements à savoir : (i) Notation financière en monnaie locale, (ii) tenue des sessions du CNDP, (iii) succès de levée de fonds sur le marché des Valeurs du Trésor par la technique de syndication domestique, (iv) élaboration de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme 2025-2027.

Le stock de la dette a augmenté en 2024 passant de 900, 97 milliards FCFA à 997, 33 milliards FCFA. Le taux d'endettement a également augmenté passant de 56,50% en 2023 à 58,60% en 2024, mais reste en dessous du seuil de la norme communautaire.

Cependant, les indicateurs de risques révèlent l'existence de risque de refinancement dû au remboursement à court terme des Bons du Trésor et une bonne partie des Obligations du Trésor (OTA 2 et 3 ans), et de risque de change dû à la prépondérance de la dette libellée en devises dans le portefeuille de la dette publique. Le recours intensif au marché des Valeurs du Trésor augmente aussi le coût de la dette.

L'évolution du taux d'endettement et les ratios de solvabilité laissent présager un risque de surendettement à court et moyen terme. Le Gouvernement doit s'engager à poursuivre une gestion active et prudente de la dette.

Pour couvrir le besoin de financement de l'Etat aux moindres coûts et avec un niveau des risques acceptable, tout en développant le marché domestique des Titres Publics, une stratégie de la dette à moyen terme 2025-2027 a été élaborée. Cette stratégie préconise un recours accru aux instruments intérieurs à longue maturité et aux financements hautement concessionnels et des efforts de consolidation budgétaire.

Le montant des arriérés de contribution dans les Organismes Internationaux reste très élevé (86,30 milliards FCFA). Un plan d'apurement pourrait être envisagé.

Par ailleurs, il est souhaitable de redynamiser la présence de l'Etat à travers ses représentants dans les Conseils d'Administration pour un meilleur suivi des dividendes dues à l'Etat, souscrire au capital des sociétés prometteuses.

L'Etat doit aussi prendre des mesures adéquates afin de veiller sur la gestion des EEP car le volet social est déplorable avec un montant élevé de dettes sociales.

Enfin, pour une meilleure performance dans la gestion de la dette, il est indispensable de renforcer les capacités des cadres de la DDPE sur les nouveaux outils d'analyse de la dette (AVD, DeMPA, Politique d'endettement) ainsi que l'effectif du personnel.



GLOSSAIRE

Abondement : opération d'émission de Valeurs du Trésor par la réouverture d'une ligne de Titre existante en suivant la même procédure et le même délai que ceux édictés dans la convention relative à l'organisation des émissions des Valeurs du Trésor.

Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) : Analyse de la capacité d'un pays à financer les objectifs de sa politique et assurer le service de la dette sans procéder à des ajustements excessifs qui pourraient autrement compromettre sa stabilité.

Arriérés : paiements prévus au titre du service de la dette et qui sont arrivés à échéance et qui n'ont pas été réglés.

Back office : fonction de gestion de la dette qui concourt à la tenue et au suivi des statistiques, à ainsi qu'au règlement du service de la dette.

Concessionnalité : différence entre l'encours nominal de la dette et la valeur des paiements futurs au titre du service de la dette, actualisée au taux d'intérêt de référence pour la monnaie de la transaction. Le niveau de concessionnalité est exprimé en pourcentage de la valeur nominale de la dette. En règle générale un prêt est réputé concessionnel si son élément don est d'au moins 35 %. Cependant, comme indiqué ci-dessous, ce seuil peut être supérieur dans certains cas.

Consolidation : Dans le contexte du Club de Paris, la consolidation est définie comme la modification des conditions de remboursement de la dette. Il peut s'agir d'un rééchelonnement ou d'un refinancement

Créancier : Organisme ou entité qui fournit de l'argent ou des ressources et qui doit être remboursé dans les conditions prévues par l'accord de prêt.

Créancier bilatéral : il s'agit de gouvernement ou leurs agences (y compris la banque centrale), les Institutions publiques autonomes et les Organismes publics de crédit à l'exportation.

Créancier multilatéral : Ce type de créanciers comprend le Groupe de la Banque Mondiale, les Banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

Créancier officiel : les créanciers officiels appartiennent au secteur public (les organisations multilatérales et les créanciers bilatéraux officiels en font partie).

Créancier privé : Créancier qui n'est ni un Gouvernement ni un Organisme du secteur public. Il s'agit des investisseurs privés, des banques et autres institutions financières privées, des industriels et autres fournisseurs de biens qui détiennent une créance financière.

Date de valeur pour le créancier : date à laquelle le créancier enregistre le décaissement comme ayant été effectué et/ou enregistré la réception du paiement. C'est la date à partir de laquelle le créancier calculera l'intérêt à percevoir sur un décaissement déterminé.

Dette décotée : dette acquise à un prix inférieur à sa valeur nominale/faciale

Défaut de paiement : fait de ne pas honorer les paiements dus au titre du service de la dette. Plus précisément, il y a défaut de paiement lorsque le créancier intente une action en justice pour obtenir le paiement des arriérés. Les conditions constitutives d'un défaut de paiements mentionnés dans le contrat de prêt.

Délai de grâce : période durant laquelle seuls sont échus les intérêts d'un crédit mais pas son amortissement.

Différé d'amortissement : période allant de la date de signature à la date du premier remboursement de principal.

Dettes Publiques : C'est l'ensemble des engagements financiers contractés par un Etat lors d'émissions d'emprunts

Dettes intérieures : montant à une date donnée de l'encours des engagements courants effectifs que les résidents d'un pays ont contracté envers d'autres résidents de ce pays et pour lesquels ils sont tenus de rembourser le principal avec ou sans intérêts et exprimées en monnaie locale.

Dettes extérieures : montant à une date donnée de l'encours des engagements courants effectifs que les résidents d'un pays ont contracté envers des non-résidents de ce pays et pour lesquels ils sont tenus de rembourser le principal avec ou sans intérêts

Dividende :

Echéance : montant du versement périodique à effectuer.

Echéancier : algorithme qui définit, au sein d'une période donnée les dates auxquelles les paiements au titre du service de la dette doivent être effectués. Cet algorithme peut s'appliquer au niveau du prêt et de la tranche et concerne toutes les échéances.

Elément don : différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt : $((VN - VA)/VN) * 100$.

Encours de la dette publique : Montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.

Garantie de l'Etat : cas où le service de la dette d'un prêt est garanti par une entité publique d'un pays, cette entité étant distincte de l'emprunteur. Si l'emprunteur ne satisfait pas à ses obligations telles que définies dans l'accord de prêt, l'Administration centrale du pays les honore à sa place.

Opération de portage : L'opération de portage est une opération d'échange de Titre par un autre à maturités différentes afin d'atteindre un volume d'émission donnée.

Opération de syndication domestique : c'est une procédure d'émission à travers laquelle le Trésor Public émet une valeur de Trésor par l'intermédiaire d'un groupe sélectionné parmi les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVI) membres de son réseau.

Prêt concessionnel : prêt accordé avec des conditions bien plus avantageuses que celles du marché, avec un différé d'amortissement de longue durée et un taux d'intérêt inférieur à ceux du marché.

Réaménagement de la dette : opération qui est entreprise conjointement par un créancier et un débiteur et qui entraîne une modification du profil du service de la dette en vue d'en atténuer la charge. Un réaménagement englobe les opérations de remise de dette, de rééchelonnement, de refinancement, de conversion de créances et de remboursements anticipés.

Refinancement : accord par lequel un prêteur ou un Organisme agissant en son nom accepte de financer le service de prêts antérieurs en accordant un nouveau à cette fin. Les conditions dont le prêt de refinancement est assorti ne sont pas nécessairement les mêmes que celles des prêts refinancés

Risque de refinancement : Possibilité qu'un emprunteur ne soit pas en mesure de recourir au refinancement en empruntant pour rembourser la dette existante. Les pays et entités dont la dette arrive à échéance et doit être refinancée pour former une nouvelle dette sont généralement confrontés à ce risque.

Risque de taux de change : Risque que la valeur d'un investissement ou instrument change sous l'effet des fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêts : Vulnérabilité des coûts à une hausse des taux d'intérêts, par exemple lorsque les taux variables sont révisés et/ou la dette à taux fixe doit être refinancée ; ou encore, risque que la valeur d'un investissement change par suite de l'évolution du niveau absolu des taux d'intérêt, de l'écart entre deux taux, de la forme de la courbe de rendement ou de toute autre relation de taux d'intérêt.

Service de la dette : Paiements au titre de la dette (amortissement et intérêts) qui arrivent à échéance durant la période en cours.

Soutenabilité de la dette : Elle peut être considérée comme assurée lorsqu'un pays est en mesure de remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation

Stock de la dette : Montant total des emprunts contractés par un Etat (il comprend l'encours et les arriérés).

Taux d'intérêt : montant que le débiteur s'engage à verser par unité de temps pour chaque unité de capital investi.

Valeur actuelle nette (VAN) de la dette : mesure de la dette qui tient compte du degré de concessionnalité. Elle est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Quand le taux d'intérêt d'un prêt est inférieur à sa valeur nominale, l'écart correspond à l'élément don.

Valeur nominale : montant initial du prêt tel qu'il est indiqué dans l'accord de l'Initiative PPTE dans le temps



ANNEXES

ANNEXE 1 : EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE (2020-2024)

En Milliards FCFA

Libellé	2022	2023	2024
EXTERIEURE	322,26	353,75	361,29
BILATERALE	207,37	238,85	241,75
ARABIE SAOUDITE	31,98	46,22	44,66
ARGENTINE	19,42	20,03	20,70
ANGOLA	0,00	13,39	13,83
BANQUE POSTALE	0,17	0,00	0,00
CHINE	10,37	11,72	11,00
CONGO	0,00	0,00	0,00
CT-CONSOLIDES	0,44	0,40	0,45
FRANCE (Autres)	0,00	0,00	0,00
GUINEE EQUATORIALE	3,59	3,59	3,59
INDE	26,12	26,19	27,22
IRAK	2,74	2,83	2,92
KOWEIT	12,09	12,20	12,62
LYBIE	8,13	8,11	8,11
SERBIE MONTENEGRO	2,01	1,16	0,60
TAIWAN	89,27	91,97	95,01
TELCO BG	0,00	0,00	0,00
UAPT	1,06	1,06	1,06
MULTILATERALE	114,89	114,90	119,54
AID/BIRD	77,23	73,02	72,33
BADEA	5,32	9,88	9,32
BDEAC	6,61	6,83	6,83
Contribution Oi	0,00	0,00	0,00
FAD	9,40	9,31	13,97
FIDA	10,58	9,91	10,95
OFID	5,76	5,94	6,14
INTERIEURE	446,33	547,22	636,04
Intérieur	446,33	547,22	0,00
FMI FEC	166,58	171,71	168,38
Arriérés non ordonnances validés	0,00	0,00	0,00
AFRILAND FIRST BANK	0,00	4,20	4,20
FMI (DTS)	85,45	85,45	85,45
Autres arriérés sociaux	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	1,55	1,55	1,55
BEAC	80,48	80,48	80,48
Bques ciales	12,15	8,49	4,84
Contribution GABAC	0,00	0,00	0,00
Dettes ciales fournisseurs	0,23	0,23	0,23
Dettes croisées	0,00	0,00	0,00
Dettes sociales	15,26	15,26	15,26
EMIS.TTTRES.BONS	5,00	10,50	11,11
EMIS.TTTRES OBLIGATIONS	79,62	169,33	264,53
TOTAL	768,59	900,97	997,33

ANNEXE 2 : EVOLUTION DE L'ENCOURS ET DES ARRIERES

En Milliards FCFA

	2022	2023	2024
Dette publique totale	768,59	900,97	997,33
Encours	621,15	749	821,00
Arriérés	147,44	151,97	176,33
Dette extérieure	322,26	353,75	349,82
Encours	191,86	218,83	106,811
Arriérés	130,39	134,92	154,644
Dette intérieure	446,33	547,22	647,51
Encours	429,29	530,17	625,82355
Arriérés	17,04	17,04	21,68665

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES ARRIERES

En Milliards FCFA

Arriérés	2022	2023	2024
Dettes extérieures	130,39	134,92	159,29
Bilatéraux	124,63	128,98	153,15
Arabie Saoudite			0,19
Taiwan	89,27	91,97	95,01
Argentine	19,42	20,03	20,70
Chine			5,42
Angola			13,83
Inde			1,68
Energo projekt	0	1	0
Koweït			0,21
Libye	8,13	8,11	8,11
Guinée Equatoriale	3,59	3,59	3,59
Irak	2,74	2,83	2,92
Autres France	0	0	0
CTC	0,44	0,4	0,45
UAPT	1,06	1,06	1,06
Multilatéraux	5,76	5,94	6,14
OFID	5,76	5,94	6,14
Dettes Intérieures	17,04	17,04	17,04
Autres dettes			1,55
Commerciale(fournisseurs)	0,23	0,23	0,23
Dettes sociales et autres	16,81	16,81	15,26
Total	147,44	151,97	176,33

ANNEXE 4 : DECAISSEMENTS

En Milliards FCFA

Libellé	Janvier	Février	Mars	avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec
EXTERIEURE	181,49	0,00	2 418,25	36,09	439,09	822,73	0,00	0,00	1 109,06	0,00	2 440,86	0,00
Bilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 440,86	0,00
ANGOLA												
ARABIE SAOUDITE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 440,86	0,00
Multilatérale	181,49	0,00	2 418,25	36,09	439,09	822,73	0,00	0,00	1 109,06	0,00	0,00	0,00
FAD	181,49		2 418,25	36,09	439,09	412,52						
FIDA						410,21			1 109,06			
INTERIEURE	3 798,00	12 134,16	4 150,00	50 000,00	13 962,00	14 812,67	0,00	0,00	57 500,00	0,00	5 024,00	24 000,00
<i>Intérieur</i>	3 798,00	12 134,16	4 150,00	50 000,00	13 962,00	14 812,67	0,00	0,00	57 500,00	0,00	5 024,00	24 000,00
FMI FEC	0,00	0,00		0,00	0,00	14 812,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMIS.TITRES.BONS	2 000,00	3 400,00	3 000,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 409,00	0,00
EMIS.TITRES.OTA	1 798,00	8 734,16	1 150,00	42 500,00	13 962,00	0,00	0,00	0,00	57 500,00	0,00	1 615,00	24 000,00
Total général	3 979,49	12 134,16	6 568,25	50 036,09	14 401,09	15 635,40	0,00	0,00	58 609,06	0,00	7 464,86	24 000,00



ANNEXE 5 : STOCK ET ARRIERES A FIN DECEMBRE 2024

En Milliards FCFA

CREANCIERS	Encours Hors arriérés	Arriérés à fin Décembre 2024		Total	Stock à fin DEC 2024
		Principal	Intérêts		
DETTE BILATERALE	0,25	70,84	77,66	148,50	237,11
ARABIE SAOUDITE	44,47	0,00	0,19	0,19	44,66
ARGENTINE	0,00	6,38	14,31	20,70	20,70
ANGOLA	0,00	12,26	1,56	13,83	13,83
CHINE	5,58	5,42	0,00	5,42	11,00
CT-CONSOLIDES	0,00	0,45	0,00	0,45	0,45
INDE	25,54	0,72	0,96	1,68	27,22
IRAK	0,00	1,63	1,29	2,92	2,92
KOWEIT	12,41	0,18	0,03	0,21	12,62
LYBIE	0,00	7,01	1,10	8,11	8,11
SERBIE MONTENEGRO	0,60	0,00	0,00	0,00	0,60
TAIWAN	0,00	36,79	58,21	95,01	95,01
DETTE MULTILATERALE	106,57	5,70	0,44	6,14	112,71
AID/BIRD	72,33	0,00	0,00	0,00	72,33
BADEA	9,32	0,00	0,00	0,00	9,32
FAD	13,97	0,00	0,00	0,00	13,97
FIDA	10,95	0,00	0,00	0,00	10,95
OFID	0,00	5,70	0,44	6,14	6,14
TOTAL EXTERIEUR	195,17	76,54	78,10	154,64	349,82
FMI (DTS)	85,45	0,00	0,00	0,00	85,45
FMI FEC	168,38	0,00	0,00	0,00	168,38
AFRILAND	4,20	0,00	0,00	0,00	4,20
Autres dettes (Comptes de dépôts)	0,00	1,55	0,00	1,55	1,55
BEAC	80,48	0,00	0,00	0,00	80,48
Bques cciales titrisées	4,84	0,00	0,00	0,00	4,84
Dettes cciales fournisseurs	0,00	0,23	0,00	0,23	0,23
BDEAC	6,83	0,00	0,00	0,00	6,83
GUINEE EQUATORIALE	0,00	3,00	0,59	3,59	3,59
UAPT	0,00	1,06	0,00	1,06	1,06
Dettes sociales	0,00	15,26	0,00	15,26	15,26
EMIS.TITRES.BONS	11,11	0,00	0,00	0,00	11,11
EMIS.TITRES.OTA	264,53	0,00	0,00	0,00	264,53
TOTAL INTERIEUR	625,82	21,10	0,59	21,69	647,51
TOTAL GENERAL	821,00	97,64	78,69	176,33	997,33

ANNEXE 6 : SERVICE DE LA DETTE 2024

En Milliards FCFA

LIBELLE	JANV	FÉVR	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	TOTAL
ANGOLA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ARABIE SAOUDITE	0,00	0,11	0,16	0,00	0,00	0,19	0,00	0,11	0,16	0,00	0,00	0,19	
KOWEIT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	
CHINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,35	
INDE	0,46	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00	0,46	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00	
SERBIE	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BILATERALE	0,75	0,11	0,28	0,00	0,03	1,08	0,75	0,11	0,28	0,00	0,03	0,55	3,98
AID/BIRD	0,00	0,00	0,00	0,10	0,00	1,07	0,00	0,00	0,00	0,10	0,00	1,06	
BADEA	0,05	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,05	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	
BDEAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
F A D	0,00	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	
F I D A	0,00	0,02	0,00	0,20	0,11	0,00	0,00	0,02	0,00	0,20	0,11	0,00	
MULTILATERALE	0,05	0,03	0,00	0,65	0,11	1,07	0,05	0,03	0,00	0,65	0,11	1,06	3,80
FMI FRPC	3,84	1,36	1,14	0,00	2,01	5,20	3,84	1,36	1,14	0,00	1,36	5,20	
BEAC	0,00	0,00	0,56	0,00	0,00	0,56	0,00	0,00	0,56	0,00	0,00	0,56	
BQUES CCIALES TITRISEES	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	
Emissions Titres BTA	0,00	5,00	0,50	0,00	0,00	0,00	5,40	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Emissions Titres OBLIG. du Trésor	0,00	1,51	0,00	0,00	13,74	0,76	0,00	2,71	0,65	8,15	1,26	0,00	
TOTAL INTERIEURE	4,16	8,20	2,52	0,33	16,07	6,84	9,56	9,40	2,67	8,48	2,95	6,08	77,26
TOTAL	4,96	8,34	2,80	0,98	16,21	8,99	10,36	9,54	2,95	9,13	3,08	7,69	85,03

ANNEXE 7 : EVOLUTION DES INDICATEURS

Libellé	2022	2023	2024
Stock de la Dette publique	768,59	900,97	997,33
Dette extérieure	322,26	342,28	349,82
Dette intérieure	446,33	558,69	647,51
Service de la dette	33,2	58,07	85,04
Règlement	25,18	56,64	84,45
Extérieur	7,92	5,52	7,75
Intérieur	17,26	51,12	76,7
Produit Intérieur Brut (PIB)	1539	1 595,80	1702,3
Recettes publiques	254,5	229,1	256,5
Recettes intérieures	131,9	132,5	158
Recettes d'exportation	97	131,4	
Taux d'endettement <=70%	49,94	56,46	58,6
Dette extérieure/ PIB	20,94	21,5	20,5
Service de la dette (en % des recettes publiques) <=20%	13	25,4	33,15
Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%	25,2	43,8	53,82
Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation		5,3	
Part par type de dette : Dette extérieure	41,93	37,99	35
 Dette intérieure	58,07	62,01	65
Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change	40,5	38	35,7

ANNEXE 8 : REVUE DES ARRIERES EXTERIEURS

Créancier	Unité	Principal dû (A)	Intérêts de retard (B)	Autre1 (C)	Total dû (D)= (A+B+C)	Principal non dû (E)	Exposition totale (F)=(D+E)
Angola	USD	7,3	2,3	-	9,6	12,7	22,3
Argentine	USD	10,4	42,4	-	52,8	-	52,8
Irak	USD	2,7	4,0	0,2	6,9	-	6,9
Libye	USD	11,2	2,7	-	13,9	-	13,9
OFID	USD	9,3	1,4	-	10,7	-	10,7
Taïwan	USD	60,0	142,5	23,5	226,0	-	226,0
Guinée équatoriale	XAF	5,1	3,4	-	8,5	-	8,5
UAPT	XAF	2,7	-	-	2,7	-	2,7
Bénin	XAF	0,2	-	-	84,5	-	84,5
Cameroun	XAF	0,6	-	-	306,8	-	306,8
République du Congo	XAF	0,4	-	-	167,1	-	167,1
Côte d'Ivoire	XAF	0,3	-	-	129,6	-	129,6
Mali	XAF	0,1	-	-	67,4	-	67,4
Sénégal	XAF	0,3	-	-	151,8	-	151,8
Tchad	XAF	0,5	-	-	234,9	-	234,9
Togo	XAF	0,4	-	-	191,6	-	191,6
TOTAL		108,7	198,7	23,7	331,1	12,7	343,8

TABLE DES MATIERES

Mots du Ministre chargé des Finances et du Budget.....	Erreur ! Signet non défini.
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
Liste des Tableaux.....	5
Liste des graphiques	Erreur ! Signet non défini.
LISTE DES GRAPHIQUES.....	6
AVANT-PROPOS.....	7
EVOLUTION DES CHIFFRES CLES DE LA DETTE	8
CHIFFRES CLES DE LA DETTE PUBLIQUE (2024).....	9
SYNTHESE DES FAITS MARQUANTS DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024.....	11
INTRODUCTION	12
I-ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET LES FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024.....	14
I.1. Environnement économique et financier international	15
I.2. Environnement économique et financier de la zone CEMAC.....	16
I.3. Environnement macroéconomique national.....	17
1.1- LES FAITS MARQUANTS DE GESTION DE LA DETTE	18
1.2.1- Sessions du Comité National de la Dette Publique.....	18
1.2.2- Première notation financière en monnaie locale de la République Centrafricaine	18
1.2.3. Opérations par la technique de syndication domestique.....	18
1.2.4. Rencontre avec les SVT et investisseurs de la CEMAC.....	18
1.2.5. Élaboration d'un manuel de procédures pour une meilleure gestion de la dette ..	18
2.2.6. Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (2025–2027).....	18
2.2.7. Versement des dividendes	18
II- LES OPERATIONS D'EMPRUNTS.....	20
2.1- Nouveaux emprunts extérieurs	21
2.2- Décaissements sur emprunts extérieurs	21

2.3- nouveaux emprunts intérieurs.....	22
2.4- Situation des émissions des Valeurs du Trésor.....	22
2.5- Les décaissements sur emprunts intérieurs.....	23
III-STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE	25
3.1- Service prévisionnel de la dette publique.....	26
3.2- Règlements de la dette.....	26
3.3- Encours de la dette publique	27
3.4- Les arriérés de la dette publique	28
3.5- Stock de la dette	30
3.6- Structure de la dette extérieure.....	31
3.8- Structure de la dette intérieure	33
IV. DETTES DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	34
4.1- Situation des contributions de l'Etat dans les Organismes Internationaux	35
4.4- Résultats des Sociétés	36
4.5- Situation des dividendes	37
4.6- Dettes croisées.....	38
V- INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE DETTE PUBLIQUE	39
5.1- Coût du portefeuille de la dette publique.....	40
5.2- Indicateurs de risques du portefeuille	40
5.2.1- Risque de refinancement.....	40
5.2.3- Risque de taux d'intérêt	40
5.2.4- Risque de taux de change.....	41
5.2.5- Risque opérationnel.....	41
6.1- Ratio de solvabilité	44
6.2- Renforcement des capacités	45
CONCLUSION.....	46
GLOSSAIRE	48
ANNEXES	52



QUARASSIO MONKOMSE Serge
Directeur Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique



Sinclair Geiséric TENDET
Directeur de la Dette et du Portefeuille de l'Etat



Seth Israël ABIEL

Chef de Service de Gestion de Base de Données et de Suivi des Opérations de la Dette



Patrick Serge DISSALA PINDI

Chef de Service des Etudes Economiques et Financières



Evelyne Ernestine Olga DLOUAMAT

Chef de Service des Participations et du Portefeuille de l'Etat



Guy-Hermas Dieu-Béni-Socrate DJAMAWA-ENDJIKPENDO

Chef de Service de Négociation, Renégociation d'Emprunts et Emission de Titres Publics

Rapport de Gestion de la Dette 2024

- Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser, BP 912 Bangui (RCA), Tel : +236 21 61 38 28 / +236 21 61 41 87
Site: www.minfb-rca.org / [mail:cabinetmfb@yahoo.fr](mailto:cabinetmfb@yahoo.fr)
- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<https://tresor-public.cf>